

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
(Premier semestre clos le 30 septembre 2013)

Sommaire

Rapport d'activité sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés, semestre clos le 30 septembre 2013	Page 3
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés, semestre clos le 30 septembre 2013	Page 35
Rapport des auditeurs sur l'information financière semestrielle	Page 77
Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel	Page 80

**Rapport d'activité sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés
Semestre clos le 30 septembre 2013**

RAPPORT D'ACTIVITE

SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES INTERMEDIAIRES SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2013

Le présent rapport d'activité du premier semestre 2013/14 doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 septembre 2013 et le document de référence du Groupe pour l'exercice 2012/13 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2013.

1. Faits marquants du premier semestre clos le 30 septembre 2013

1.1. Bonne résistance du chiffre d'affaires et des marges malgré une baisse des prises de commandes de grands projets

Au cours du premier semestre 2013/14, Alstom a enregistré un niveau soutenu de petites et de moyennes commandes et un nombre limité de grands projets, pour un montant total de € 9 431 millions, en baisse de 20 % par rapport au premier semestre 2012/13 sur une base comparable.

Les commandes de Thermal Power ont été marquées par la bonne tenue de Thermal Services, avec l'attribution de plusieurs contrats de service pour des centrales à gaz aux Etats-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni. Le niveau de commande s'établit cependant en baisse de 17 %, à € 3 801 millions. Des contrats de taille moyenne dans l'activité Hydro ont soutenu le bon niveau de commandes de Renewable Power, à € 1 048 millions. Grid a enregistré € 1 671 millions de commandes, en baisse organique de 18 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, qui avait été marqué par un important contrat HVDC enregistré en Inde. Transport a reçu € 2 911 millions de commandes, l'attribution de plusieurs contrats majeurs en Europe de l'Ouest au cours du premier semestre 2012/13 expliquant le recul de 36% du niveau de commandes.

Au 30 septembre 2013, Alstom disposait d'un solide carnet de commandes de € 50,9 milliards, soit l'équivalent de 30 mois de chiffre d'affaires. La dépréciation des monnaies de certains pays émergents, notamment le rand sud-africain, la roupie indienne et le réal brésilien, ont réduit le carnet de commandes de € 1,8 milliards par rapport au 31 mars 2013.

Le chiffre d'affaires consolidé d'Alstom a augmenté de 4 % sur une base comparable par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, atteignant € 9 730 millions. L'avancement d'importants contrats enregistrés en 2012/13 a soutenu une croissance de 6 % chez Renewable Power, notamment au sein de l'activité Wind au Brésil et de 5 % pour Grid, sur des contrats HVDC. Thermal Power et Transport ont progressé respectivement de 4 % et 2 %. L'évolution

défavorable de l'Euro, notamment vis-à-vis de la roupie indienne et du réal brésilien, a pesé sur le chiffre d'affaires à hauteur de € 344 millions. Sur une base réelle, les ventes sont restées stables.

Grâce à un contrôle strict des coûts et à une bonne exécution des projets, le résultat opérationnel s'est stabilisé à € 695 millions, contre € 703 millions au premier semestre 2012/13. La marge opérationnelle s'est légèrement dégradée à 7,1 % pour le premier semestre 2013/14, contre 7,2 % au premier semestre de l'exercice précédent.

Le résultat net (part du Groupe) a atteint € 375 millions à la fin du premier semestre 2013/14. La baisse de 3 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent s'explique par la hausse des frais financiers et des charges de restructuration, partiellement compensée par la fin des effets de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) de Grid.

Le cash-flow libre négatif du Groupe a été de € (511) millions au cours du premier semestre 2013/14, à comparer à un cash-flow libre positif de € 101 millions au premier semestre 2012/13.

En juillet 2013, Alstom a lancé une nouvelle émission obligataire d'un montant de € 500 millions dans le cadre de son programme EMTN coté à Luxembourg. Cet emprunt viendra à échéance en juillet 2019 et sert un coupon annuel de 3 %.

Le cash-flow libre négatif, le paiement du dividende pour € 268 millions et des acquisitions de petite taille pour un montant de € 41 millions ont été les principaux facteurs d'évolution de la dette nette du Groupe qui a atteint € (3 294) millions au 30 septembre 2013 contre € (2 342) millions au 31 mars 2013 et € (2 871) millions au 30 septembre 2012.

Au 30 septembre 2013, Alstom disposait de € 1 836 millions de trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que d'une ligne de crédit non utilisée de € 1,35 milliard.

1.2. Poursuite du développement du Groupe

1.2.1. Recherche et Développement

Afin de maintenir son avance technologique dans ses segments traditionnels et de développer son avantage compétitif dans d'autres marchés à forte croissance, les dépenses du Groupe en recherche et développement au cours du premier semestre 2013/14 se sont élevés à € 390 millions (hors capitalisation et amortissements).

Thermal Power

Thermal Power a poursuivi le développement de sa gamme de turbines à gaz en partenariat avec Rolls-Royce. Le centre d'essai basé à Cologne en Allemagne va être agrandi afin d'accroître la

capacité des appareils de combustion et de réduire les émissions polluantes et sonores des turbines à gaz.

Renewable Power

Renewable Power a poursuivi le développement de son éolienne offshore nouvelle génération, l'HALIADE™ 150 – 6 MW. Celle-ci vient de voir son rendement certifié conforme aux standards internationaux par la Commission Electrotechnique Internationale (CEI). En matière de technologie onshore, le secteur a réussi l'installation du prototype de la dernière ECO 122-2,7 MW en Hollande. Alstom peut désormais offrir une solution POWEROF3™ unique basée sur la combinaison d'une plateforme ECO 100 et de trois dimensions de pales lui permettant de fonctionner avec tout type de vent. Cette plateforme partagée optimise la production de la ferme éolienne, à un coût de maintenance le plus faible possible.

Dans le domaine des énergies marines, l'hydrolienne pilote installée en Ecosse depuis janvier 2013 a atteint sa pleine puissance de 1 MW. Ces tests ont prouvé sa performance et sa fiabilité dans différentes conditions opérationnelles.

Grid

Grid a poursuivi ses efforts de R&D dans les domaines du Super Grid et du Smart Grid à travers le développement des technologies liées aux équipements électriques de haute tension (HVDC -High Voltage Direct Current) et aux sous-stations numériques.

- Dans le domaine des réseaux Super Grid, le Secteur a poursuivi le développement de ses technologies de transport haute tension notamment le VSC (convertisseur à source de tension). Grid a également testé avec succès des traversées 820 KV pour convertisseurs HVDC.
- En juin 2013, Grid et RTE ont annoncé le lancement du Projet « Postes Electriques Intelligents », une première mondiale optimisant les capacités du poste électrique afin de l'adapter au développement massif des énergies renouvelables. Le Secteur a également élargi sa gamme de produits avec le lancement de DS Agile, la toute dernière solution clé en main d'automatisation des postes numériques.

En France, Grid a inauguré son nouveau centre d'excellence pour les réseaux intelligents à Montpellier. Ce pôle technologique travaille au développement de solutions de transport et de distribution d'électricité destinées.

A Chennai, en Inde, Grid a ouvert le premier Centre de compétences pour l'automatisation de sous-stations numériques, renforçant ainsi son engagement à poursuivre le développement des technologies Smart Grid dans le pays. Ce centre permettra de renforcer le développement de l'automatisation des sous-stations numériques et de soutenir la stratégie du Secteur dans les sous-stations d'avenir.

Transport

En mai 2013, le Secteur Transport a lancé deux innovations majeures :

- Axonis, un système de métro clé en main, disponible en un temps record, à un coût optimisé et capable de transporter jusqu'à 45 000 passagers par heure et par direction. Ce système a été conçu pour répondre idéalement aux besoins en transport urbain de villes à forte densité démographique.
- Urbalis Fluence, une nouvelle solution de signalisation centrée sur le train. Son architecture optimale permet de réduire les besoins en équipement. L'intervalle entre les rames pouvant être réduit, cette solution augmente la capacité de transport et désengorge le réseau.

En septembre 2013, Transport et son partenaire russe Transmashholding (TMH) ont présenté leurs nouvelles locomotives. Développées conjointement, la 2ES5 est destinée à la Russie et la KZ8A au Kazakhstan, cette dernière pouvant tracter jusqu'à 9 000 tonnes dans des conditions extrêmes. Les deux partenaires ont également renforcé leur alliance grâce à un accord portant sur le développement de la première locomotive de fret bi-tension, la 2ES20. Cette nouvelle locomotive ultra performante permettra d'améliorer le transport de marchandises à l'intérieur du pays.

Toujours en septembre 2013, le gouvernement français a sélectionné le projet du « *TGV¹ du futur* » pour son plan de ré-industrialisation du pays d'ici à 2020. Le Secteur Transport mobilisera ses capacités en R&D pour ce projet en se concentrant notamment sur l'augmentation de la capacité de ses trains à très grande vitesse.

1.2.2. Investissements

Au cours du premier semestre 2013/14, le montant des investissements s'est élevé à € 250 millions (hors coûts de développement capitalisés). La stratégie d'investissement d'Alstom s'est appuyée sur le renforcement de ses positions sur les marchés à forte croissance et sur l'amélioration de la performance de ses sites industriels à travers le monde.

En Russie, Transport et son partenaire russe Transmashholding (TMH) ont ouvert près de Rostov une usine de variateurs de traction asynchrones pour locomotives électriques. Ces variateurs équiperont l'ensemble des locomotives développées pour la Russie et le Kazakhstan tels que les modèles EP20, 2ES5 et KZ8A.

Au Canada, Transport a inauguré sa nouvelle usine de fabrication de bogies située dans le complexe industriel de Sorel-Tracy, au Québec. Cette usine a été construite pour le consortium Bombardier-Alstom et la Société de Transport de Montréal (STM) pour fournir de nouvelles voitures de métro. Elle assemblera plus de 900 bogies.

¹ TGV est une marque déposée appartenant à la SNCF

Au Brésil, Renewable Power a lancé sa première usine de construction de mâts éoliens en Amérique Latine. Cette usine vient renforcer le dispositif industriel déjà existant et compléter le site de construction d'éoliennes de Bahia. Le nouveau site de Canoas produira 120 mâts en acier par an et contribuera à fournir l'équivalent de 350 MW d'énergie éolienne. Située dans l'État de Rio Grande do Sul, l'usine approvisionnera le marché en croissance de l'éolien dans le Sud de l'Amérique latine.

En septembre 2013, Renewable Power a inauguré sa plus grande usine d'équipements hydroélectriques à Tianjin, en Chine. L'usine existante a été modernisée ; une nouvelle zone de production ainsi qu'un centre technologique ont été construits. Le nouveau site sera en mesure de produire jusqu'à 26 groupes turbine-alternateur par an. Cette nouvelle usine, combinée au nouveau centre de R&D contribuera au renforcement de la position de Renewable Power dans un marché chinois en croissance et permettra de répondre aux besoins en équipements hydroélectriques du marché asiatique.

Grid a poursuivi ses investissements en Inde afin d'adapter ses capacités de production au marché des équipements électriques de haute tension (HVDC - High Voltage Direct Current). Cette stratégie de développement a permis à Grid de consolider sa position de leader sur le marché indien du réseau 800 kV. Le Secteur a également renforcé sa structure dédiée au HVDC au Royaume-Uni où il a choisi d'installer son Centre de Compétences HVDC International. Le lancement des lignes de production des modules et sous-modules VSC (convertisseur à source de tension) a également renforcé le savoir-faire et la capacité de Grid sur le marché de la Haute Tension.

1.2.3. Acquisitions et Partenariats

Au cours du premier semestre 2013/14, Alstom a poursuivi sa stratégie d'acquisitions et de partenariats ciblés afin de renforcer sa présence dans les pays à forte croissance (BRIC) et de s'ouvrir à de nouveaux marchés dans les économies avancées.

Thermal Power

Thermal Power a consolidé sa position avec des acteurs majeurs du marché énergétique chinois :

- En juin 2013, le Secteur a signé un accord de licence sur le long terme avec la société Harbin Turbine Corporation (HTC) autorisant la fabrication, l'assemblage et la vente de sa turbine à gaz GT13™E2 dans le pays. La signature de cet accord sera suivie par la création d'une joint-venture destinée à répondre aux besoins en service après-vente des clients chinois pour la GT13™E2.
- En juillet 2013, Thermal Power a renouvelé son partenariat avec l'entreprise chinoise Dongfang Electric (DEC) pour faciliter l'approvisionnement en turbines et en générateurs des futurs projets nucléaires chinois AP 1000.

Renewable Power

Dans le domaine éolien, Renewable Power a poursuivi son alliance nouée en 2011 avec EDF Energies Nouvelles et WPD offshore pour la fourniture d'éoliennes HALIADE™ 150 – 6 MW afin de répondre au deuxième appel d'offres du gouvernement français souhaitant poursuivre en France le développement de l'éolien en mer.

Concernant l'activité Hydro, Renewable Power et RusHydro ont signé un accord afin d'étendre l'activité de leur joint-venture créée en 2011 pour la fabrication en Russie d'équipements hydroélectriques destinés aux activités de service. Ce nouvel accord inclut l'inspection des centrales, la fourniture de composants, le ré-outillage, la réparation et la modernisation des équipements. Les partenaires envisagent également d'élargir leur coopération à l'innovation, à la recherche et au développement.

Afin de se recentrer sur son cœur de métier et d'être prêt à répondre à de futures opportunités de développement, le Secteur a cédé, en juillet 2013, son activité de fabrication de moteurs à anneau et a décidé de recentrer son site de Bilbao sur des activités liées à la production d'hydroélectricité. Enfin, pour les énergies nouvelles, un accord stratégique a été signé avec Soitec afin de fournir des centrales solaires photovoltaïques à concentration et de répondre à l'appel d'offre publié en France par la Commission de Régulation de l'Energie en mars 2013.

Au Royaume-Uni, Renewable Power a signé un accord avec Scottish Power Renewables prévoyant l'installation de quatre hydroliennes de 1 MW fabriquées par Alstom dans la ferme pilote de Sound of Islay, située sur la côte Ouest de l'Ecosse. Cette zone doit devenir la plus grande ferme hydrolienne au monde avec une puissance allant jusqu'à 10 MW et servir au développement de futures fermes hydroliennes au Royaume-Uni. Le Secteur a également signé un accord avec GDF Suez afin de coopérer sur la ferme hydrolienne pilote lancée en France en octobre 2013.

Grid

Après une collaboration réussie sur le projet Rio Madeira, Grid a annoncé en juin 2013 l'achat de l'entreprise brésilienne, Engeman Serviços e Manutenção, référence régionale en matière de service électrique de haut et moyen voltage. L'acquisition d'une entreprise qui sert un portefeuille de plus de 300 clients sur le marché de la distribution et de la transmission vient renforcer la position du Secteur sur le marché latino-américain.

Transport

Les principaux partenariats signés par Transport concernent le développement et l'adaptation de son tramway CITADIS™ à de nouvelles zones géographiques :

- En juin 2013, le Secteur a signé son premier accord avec la Japan Transport Engineering Company (J-TREC) afin de moderniser les lignes de tramway existantes et d'en développer de nouvelles. L'objectif est d'explorer le marché des tram-trains et des tramways afin d'identifier les opportunités éventuelles qu'offre le Japon pour le CITADIS™.

- Le même mois, Transport et sa joint-venture russe TramRus ont signé un accord avec City Transport Group, filiale du groupe LAZ, afin d'organiser la production, l'opération et la maintenance de nouveaux tramways adaptés au marché ukrainien.

1.3 Responsabilité sociale du Groupe

1.3.1. Environnement, santé et sécurité

Au cours du premier semestre 2013/14, Alstom a poursuivi ses efforts pour garantir la sécurité de ses employés et sous-traitants en ajoutant deux directives de sécurité à son programme « Alstom Zero Deviation Plan ». Ce programme se concentre sur les activités à haut risque pour renforcer la protection des employés et des sous-traitants face aux risques auxquels ils peuvent être exposés dans un atelier, une usine, un centre d'essai ou un chantier d'Alstom. Sa mise en place ainsi que ses résultats sont inspectés de près lors d'audits réguliers afin d'atteindre l'objectif clé de zéro accident sévère. Le plan inclut également un programme de formation sur la sécurité destiné aux managers et aux employés.

Le nombre d'accidents sévères et mortels est toujours en baisse et la fréquence des accidents¹ a atteint 1,2 sur une moyenne de 12 mois roulants à fin septembre 2013, en ligne avec l'objectif fixé à 1,0 prévu pour la fin de l'exercice 2015/16.

1.3.2. Responsabilité sociale

Ce semestre, la fondation Alstom a participé au financement d'une série de projets visant à donner accès à l'électricité à des populations issues de pays en développement. Un des principaux projets de la fondation est la construction d'un petit barrage au Népal, d'une capacité de 900 kW dont pourront bénéficier près de 7 000 familles isolées. Ce type de projet doit servir de projet modèle pour le développement d'autres constructions hydroélectriques dans le pays.

L'organisation CSR a mis en place des actions afin de promouvoir le Développement Durable chez les salariés et les managers. La communication externe avec des conseillers et des agences de notations a été fructueuse, permettant à Alstom de progresser dans le DJSI² pour la troisième année consécutive.

¹ Nombre d'accident entraînant une perte de temps par millions d'heures travaillées

² Dow Jones Sustainability Index

1.3.3. *Ethique et conformité*

Afin de répondre aux standards internationaux les plus récents, la procédure d'alerte du « Alstom Integrity Programme » a été mise à jour au cours du premier semestre 2013/14. Elle comprend notamment un site internet sécurisé et un numéro d'appel téléphonique, garantissant la confidentialité de tout rapport dénonçant des abus ou violations concernant les lois anti-corruption, anti-concurrence déloyale ou les règles et normes comptables.

2. Données chiffrées consolidées

2.1. Principaux indicateurs financiers consolidés

En millions d'€	1er semestre	1er semestre	% Variation	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012 ⁽¹⁾	sept. 13 / sept. 12 base réelle	organique
Carnet de commandes	50 890	52 015	(2%)	2%
Commandes reçues	9 431	12 129	(22%)	(20%)
Chiffre d'affaires	9 730	9 748	0%	4%
Résultat opérationnel	695	703	(1%)	1%
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>7,1%</i>	<i>7,2%</i>		
Résultat d'exploitation	617	592	4%	
Résultat net part du Groupe	375	386	(3%)	
Cash Flow libre	(511)	101		
Capitaux employés	8 387	7 579		
Trésorerie / (Dette) nette	(3 294)	(2 871)		
Effectifs	93 460	92 847		

(1) Chiffres ajustés suite à l'application de la norme IAS19 révisée

2.2. Principales données géographiques

Total Groupe Données base réelle, en millions d'€	1er semestre 30 septembre 2013						
	Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale	Asie/Pacifique	Moyen- Orient/Afrique	Total
Commandes reçues	3 334	584	1 971	821	1 519	1 202	9 431
<i>% contrib</i>	<i>35%</i>	<i>6%</i>	<i>21%</i>	<i>9%</i>	<i>16%</i>	<i>13%</i>	<i>100%</i>
Chiffre d'affaires	3 184	1 132	1 147	764	1 945	1 558	9 730
<i>% contrib</i>	<i>33%</i>	<i>11%</i>	<i>12%</i>	<i>8%</i>	<i>20%</i>	<i>16%</i>	<i>100%</i>
Effectifs	46 636	8 164	10 366	6 016	19 206	3 072	93 460
<i>% contrib</i>	<i>50%</i>	<i>9%</i>	<i>11%</i>	<i>6%</i>	<i>21%</i>	<i>3%</i>	<i>100%</i>

Total Groupe Données base réelle, en millions d'€	1er semestre 30 septembre 2012						
	Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale	Asie/Pacifique	Moyen- Orient/Afrique	Total
Commandes reçues	5 078	530	1 304	1 134	2 315	1 768	12 129
<i>% contrib</i>	<i>42%</i>	<i>4%</i>	<i>11%</i>	<i>9%</i>	<i>19%</i>	<i>15%</i>	<i>100%</i>
Chiffre d'affaires	3 492	864	1 183	707	2 027	1 475	9 748
<i>% contrib</i>	<i>36%</i>	<i>9%</i>	<i>12%</i>	<i>7%</i>	<i>21%</i>	<i>15%</i>	<i>100%</i>
Effectifs	46 062	7 756	10 486	5 801	19 722	3 020	92 847
<i>% contrib</i>	<i>50%</i>	<i>9%</i>	<i>11%</i>	<i>6%</i>	<i>21%</i>	<i>3%</i>	<i>100%</i>

3. Perspectives

Le Groupe maintient son objectif d'une croissance organique annuelle modeste du chiffre d'affaires avec une marge opérationnelle stable en 2013/14 et qui va s'améliorer par la suite pour atteindre environ 8 % dans les deux à trois années suivantes. Le cash-flow libre devrait rester positif pour chacune de ces années.

4. Analyse sectorielle

4.1. Thermal Power

Le Secteur Thermal Power regroupe les activités de construction de centrales, de production d'équipements, de réhabilitation, d'automatisation et de contrôle ainsi que de service pour les centrales à gaz, à vapeur ou nucléaires.

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Thermal Power :

Thermal Power Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	sept. 13 / sept. 12	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	17 973	19 427	(7%)	(3%)
Commandes reçues	3 801	4 765	(20%)	(17%)
Chiffre d'affaires	4 248	4 258	0%	4%
Résultat opérationnel	450	451	0%	1%
Marge opérationnelle	10,6%	10,6%		
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	430	445	(3%)	
Capitaux employés	2 650	2 074	28%	

(1) Chiffres ajustés suite à l'application de la norme IAS19 révisée

4.1.1. Commandes reçues

Au cours du premier semestre 2013/14, les commandes reçues par Thermal Power ont diminué de 17 % sur une base comparable par rapport à la même période 2012/13, à € 3 801 millions. Les commandes du Secteur ont été marquées par une bonne résistance de l'activité Service, bien que le nombre de commandes importantes ait été limité. Dans les économies matures, où les capacités de production demeurent excédentaires, les incertitudes sur la relance économique et la baisse de la consommation électrique ont ralenti la demande pour de nouvelles centrales thermiques. En ce qui concerne les pays émergents, la croissance économique a été moins forte que prévue, ce qui a repoussé certains projets de construction de nouvelles capacités de production électrique.

Au cours du semestre, l'activité commerciale de Thermal Services est restée soutenue. Elle a notamment remporté plusieurs contrats à long terme, principalement aux Etats-Unis d'Amérique, au Royaume-Uni et au Mexique. La bonne tenue de Thermal Services tient en particulier aux deux priorités stratégiques mises en place : la proximité avec le client et le développement du portefeuille de produits.

L'activité Vapeur a remporté un contrat important en Arabie Saoudite pour la fourniture de quatre turbines à vapeur pour une centrale thermique. Cette nouvelle commande en Arabie Saoudite, quelques mois après qu'Alstom ait été choisi pour fournir cinq turbines à vapeur pour une centrale au fioul, renforce la position du Secteur dans le marché de la région Moyen-Orient.

Concernant l'activité Gaz, le Secteur a obtenu, dans un contexte concurrentiel fort, un contrat en Allemagne pour fournir une centrale à cycle combiné clé en main, équipée d'une turbine à gaz GT26™.

Enfin, dans l'activité Nucléaire, le Secteur a obtenu son premier contrat pour la fourniture de deux turbines et générateurs à vapeur destinés à une centrale nucléaire disposant d'un réacteur AP 1000.

Thermal Power	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	% contrib	30 septembre 2012	% contrib	sept. 13 / sept. 12	
	Données en base réelle, en millions d'€				Réel	Org.
Europe de l'Ouest	1 350	36%	1 171	25%	15%	17%
Europe de l'Est	204	5%	352	7%	(42%)	(41%)
Amérique du Nord	1 094	29%	947	20%	16%	20%
Amérique du Sud et Centrale	56	1%	35	1%	60%	70%
Asie/Pacifique	653	17%	1 066	22%	(39%)	(34%)
Moyen-Orient/Afrique	444	12%	1 194	25%	(63%)	(62%)
Commandes reçues par destination	3 801	100%	4 765	100%	(20%)	(17%)

Avec € 1 350 millions, l'Europe de l'Ouest a représenté 36 % des commandes reçues par Thermal Power, qui a notamment remporté un contrat pour l'exploitation et la maintenance de neuf turbines à gaz GT26™ au Royaume-Uni ainsi qu'un contrat en Allemagne pour la construction d'une centrale à gaz à cycle combiné électricité-chaleur équipée d'une turbine à gaz GT26™.

Thermal Power a enregistré € 204 millions de commandes en Europe de l'Est incluant principalement de petites commandes. L'année précédente avait été marquée par la signature d'un contrat de service long terme pour une centrale à gaz en Russie ainsi que par un contrat de modernisation d'une centrale à charbon en Pologne.

Représentant 29 % des commandes reçues par le Secteur, l'Amérique du Nord a représenté la meilleure performance commerciale de Thermal Power avec une croissance organique de 20% au cours du premier semestre 2013/14. € 1 094 millions de commandes ont été enregistrées avec en particulier plusieurs contrats de service long terme pour seize turbines à gaz GT24™ ainsi qu'un projet de contrôle de la qualité de l'air aux Etats-Unis d'Amérique. Le Secteur a également remporté l'exploitation et la maintenance de turbines à gaz GT24™ et GT11™ au Mexique et au Canada.

En Amérique du Sud et Centrale, les commandes ont progressé de 70 % sur une base organique, pour atteindre € 56 millions.

En Asie/Pacifique, les prises de commandes ont diminué de 34 % sur une base organique, à € 653 millions, par rapport au premier semestre de l'exercice 2012/13 qui incluait notamment plusieurs contrats importants en Inde et à Taïwan. En Malaisie, le Secteur a remporté un contrat pour l'exploitation et la maintenance d'une turbine à gaz GT13™ intégrée à une centrale à cycle combiné. Thermal Power a également signé des contrats pour la livraison de deux groupes

turbine-alternateur en Chine, destinés à des projets de réacteurs nucléaires ainsi que pour la fourniture de deux chaudières de 350 MW en Inde.

Avec € 444 millions de commandes reçues au cours du premier semestre 2013/2014, la région Moyen-Orient/Afrique a concentré 12 % des commandes du Secteur. Dans cette zone, Thermal Power a obtenu un contrat pour la livraison de quatre turbines à vapeur de 750 MW en Arabie Saoudite.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013/14, les principales commandes du Secteur Thermal Power ont été les suivantes :

Pays	Description
Allemagne	Construction d'une centrale à gaz à cycle combiné électricité-chaleur équipée d'une turbine à gaz GT26™
Arabie saoudite	Quatre groupes turbines-alternateurs à vapeur de 720 MW
Etats-Unis d'Amérique	Contrats de service long terme pour quatre centrales à gaz et un projet de contrôle des émissions
Royaume-Uni	Exploitation et maintenance de neuf turbines à gaz GT26™

4.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Thermal Power a progressé de 4 % sur une base comparable par rapport au premier semestre 2012/13, pour atteindre € 4 248 millions.

Thermal Power	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	% contrib	30 septembre 2012	% contrib	sept. 13 / sept. 12 Réel	Org.
Données base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	957	23%	1 117	26%	(14%)	(14%)
Europe de l'Est	611	14%	499	12%	22%	23%
Amérique du Nord	622	15%	648	15%	(4%)	0%
Amérique du Sud et Centrale	86	2%	95	2%	(9%)	(5%)
Asie/Pacifique	1 071	25%	1 067	25%	0%	5%
Moyen-Orient/Afrique	901	21%	832	20%	8%	22%
Chiffre d'affaires par destination	4 248	100%	4 258	100%	0%	4%

La baisse de revenus significatifs provenant de projets clé en main importants a eu pour conséquence la diminution de la part de l'Europe de l'Ouest dans le chiffre d'affaires total de Thermal Power (de 26 % au premier semestre 2012/13 à 23 % au premier semestre 2013/14) qui s'est établie à € 957 millions. Les principaux contrats en cours d'exécution ont concerné la construction d'une nouvelle centrale à gaz équipée de turbines GT26™ au Royaume-Uni et de deux centrales à vapeur situées aux Pays-Bas et en Allemagne.

Le chiffre d'affaires de Thermal Power en Europe de l'Est a atteint € 611 millions contre € 499 millions au premier semestre 2012/13, une croissance de 23 % sur une base comparable,

notamment grâce aux progrès effectués sur des contrats concernant deux centrales à vapeur situées en Slovénie et en Estonie.

Les ventes de Thermal Power en Amérique du Nord sont restées stables, à € 622 millions au premier semestre 2013/14. L'activité Service a généré la majeure partie des revenus, la baisse d'un contrat de rénovation d'une centrale nucléaire ayant été compensée par l'exécution d'une centrale à charbon située au Canada.

En Amérique du Sud et Amérique centrale, le chiffre d'affaires a diminué de 5 % sur une base comparable, à € 86 millions contre € 95 millions au premier semestre 2012/13.

Le chiffre d'affaires de la région Asie/Pacifique a atteint € 1 071 millions contre € 1 067 millions au premier semestre 2012/13, représentant 25 % du Secteur, devenant ainsi la première région en termes de chiffre d'affaires. Thermal Power a réussi à maintenir un fort niveau d'activité dans la région grâce aux progrès effectués sur deux centrales supercritiques à charbon situées en Malaisie et sur la construction de centrales à gaz à Singapour et en Thaïlande.

La région Moyen-Orient/Afrique a représenté 21 % du chiffre d'affaires de Thermal Power au premier semestre 2013/14 avec € 901 millions contre € 832 millions au premier semestre 2012/13. Cette hausse de 22 % résulte de l'exécution d'importants contrats pour des centrales à gaz signés l'an dernier en Irak et en Israël.

4.1.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Soutenue par une bonne exécution des contrats et un strict contrôle des coûts, la marge opérationnelle de Thermal Power est restée stable à 10,6 % avec un résultat opérationnel à € 450 millions.

4.2. Renewable Power

Le Secteur Renewable Power regroupe les activités Hydro, Energie Eolienne et Nouvelles Energies.

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Renewable Power :

Renewable Power Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	sept. 13 / sept. 12	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	4 359	3 946	10%	22%
Commandes reçues	1 048	602	74%	91%
Chiffre d'affaires	864	856	1%	6%
Résultat opérationnel	44	49	(10%)	0%
Marge opérationnelle	5,1%	5,7%		
Résultat d'exploitation	35	24	46%	
Capitaux employés	1 455	1 125	29%	

4.2.1. Commandes reçues

Les commandes reçues par Renewable Power ont augmenté de 91 % sur une base comparable par rapport au premier semestre de l'exercice 2012/13, s'établissant à € 1 048 millions. Le niveau des commandes du Secteur s'est normalisé après un faible premier semestre 2012/13, notamment au sein de l'activité Hydro.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013/14, le Secteur a enregistré plusieurs projets hydroélectriques dans les pays émergents ainsi qu'une phase supplémentaire de l'accord cadre de 1 200 MW avec Renova pour l'exécution et la maintenance d'éoliennes onshore au Brésil.

Renewable Power Données en base réelle, en millions d'€	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	% contrib	30 septembre 2012	% contrib	sept. 13 / sept. 12	
					Réel	Org.
Europe de l'Ouest	137	13%	62	10%	121%	125%
Europe de l'Est	172	16%	22	4%	682%	682%
Amérique du Nord	216	21%	48	8%	350%	370%
Amérique du Sud et Centrale	358	34%	440	73%	(19%)	(8%)
Asie/Pacifique	127	12%	27	4%	370%	388%
Moyen-Orient/Afrique	38	4%	3	1%	1167%	850%
Commandes reçues par destination	1 048	100%	602	100%	74%	91%

Renewable Power a enregistré € 137 millions de commandes en Europe de l'Ouest, représentant 13 % des commandes totales du secteur, principalement grâce à des contrats de petite taille dans l'activité Hydro.

Les commandes reçues en Europe de l'Est ont atteint € 172 millions, représentant 16 % des commandes totales du Secteur (contre 4 % au cours du premier semestre de l'exercice précédent). Cette hausse est principalement due à un nouveau contrat hydroélectrique en Albanie pour la livraison de six groupes turbine-alternateur Francis ainsi qu'à plusieurs contrats hydroélectriques signés en Turquie.

L'Amérique du Nord a représenté 21 % des commandes du Secteur avec € 216 millions sur le premier semestre 2013/14, en comparaison des € 48 millions de commandes au premier semestre 2012/13. Le Secteur a remporté des contrats pour la livraison de 34 éoliennes ECO 100 au Mexique et de deux turbines Francis de 200 MW chacune destinées à une centrale hydroélectrique située au Canada.

Représentant 34 % des commandes reçues par Renewable Power, les commandes de la région Amérique du Sud et Centrale ont baissé de 8 % sur une base comparable, à € 358 millions ce semestre, en comparaison des € 440 millions de commandes reçues au cours de la même période de l'exercice précédent dont principalement des contrats éoliens importants au Brésil. Au cours du premier semestre 2013/14, le Secteur a enregistré au Brésil un contrat de fourniture, d'exécution et de maintenance de 21 éoliennes onshore ECO 100, de 26 ECO 110 et de 32 ECO 122. Trois turbines hydroélectriques Kaplan y ont également été enregistrées.

Les commandes reçues en Asie/Pacifique ont atteint € 127 millions, près de cinq fois le volume enregistré au cours du premier semestre 2012/13. La principale commande de la région est la livraison de quatre turbines Francis de 205 MW chacune et d'une turbine Francis de 30 MW pour une nouvelle centrale hydraulique en Inde.

Avec € 38 millions, l'Asie/Pacifique a représenté 4 % des commandes reçues par Renewable Power.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013/14, les principales commandes du Secteur Renewable Power ont été les suivantes :

Pays	Description
Albanie	Livraison de 6 groupes turbines-alternateurs Francis
Brésil	Fourniture, installation et mise en service d'éoliennes : 21 ECO 100, 26 ECO 110 et 32 ECO 122
Canada	2 x 220 MW groupes turbine-alternateur Francis à axe vertical de 200 MW ainsi que les vannes papillons et les systèmes de régulation
Inde	4 turbines Francis de 205 MW et une turbine Francis de 30 MW pour une nouvelle centrale hydroélectrique
Mexique	Fourniture de 34 éoliennes ECO 100

4.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires Renewable Power a augmenté de 6 % sur une base comparable, pour atteindre € 864 millions au cours du premier semestre 2013/14 en comparaison des € 856 millions au cours du premier semestre 2012/13.

Renewable Power	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	% contrib	30 septembre 2012	% contrib	sept. 13 / sept. 12	
	Données base réelle, en millions d'€				Réel	Org.
Europe de l'Ouest	169	19%	127	15%	33%	35%
Europe de l'Est	40	5%	47	6%	(15%)	(15%)
Amérique du Nord	171	20%	129	15%	33%	39%
Amérique du Sud et Centrale	323	37%	241	28%	34%	52%
Asie/Pacifique	109	13%	200	23%	(46%)	(44%)
Moyen-Orient/Afrique	52	6%	112	13%	(54%)	(53%)
Chiffre d'affaires par destination	864	100%	856	100%	1%	6%

En Europe de l'Ouest, le chiffre d'affaires est passé de € 127 millions à € 169 millions au premier semestre 2013/14, en hausse de 35 % sur une base organique. Cette performance est principalement due à l'exécution de projets hydroélectriques en Suisse.

L'Europe de l'Est a représenté 5 % du chiffre d'affaires du Secteur avec € 40 millions, avec notamment l'exécution de contrats pour la construction d'une turbine à vapeur et pour la rénovation d'une centrale hydroélectrique en Russie.

En Amérique du Nord, malgré l'achèvement de plusieurs projets hydroélectriques canadiens, le chiffre d'affaires du Secteur a augmenté à € 171 millions. Cette hausse organique de 39 % par rapport au premier semestre 2012/13 est due à l'exécution de contrats éoliens au Mexique ainsi qu'à une activité Hydro soutenue.

L'Amérique du Sud et Centrale reste la première source de revenus de Renewable Power, avec l'exécution de contrats remportés l'année précédente. Le chiffre d'affaires de la région a augmenté de 52 % sur une base organique pour atteindre € 323 millions.

L'exécution de plusieurs contrats hydroélectriques en Chine ayant soutenu l'activité de la région en 2012/13, le chiffre d'affaires de la région Asie/Pacifique a baissé de 44 % sur une base comparable au cours du premier semestre 2013/14 par rapport au premier semestre 2012/13, pour atteindre € 109 millions.

En Moyen-Orient/Afrique, le chiffre d'affaires a diminué de 53 % sur une base comparable, à € 52 millions, principalement avec la fin de l'exécution d'un contrat éolien au Maroc.

4.2.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Le résultat opérationnel de Renewable Power est passé de € 49 millions au cours du premier semestre 2012/13, à € 44 millions au cours de la même période de l'exercice 2013/14. Cette

baisse reflète la pression continue exercée sur les prix de l'activité éolienne, partiellement compensée par un contrôle strict des coûts. La marge opérationnelle a également baissé, passant de 5,7 % à 5,1 % au cours du premier semestre 2013/14.

4.3. Grid

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Grid:

Grid Données en base réelle en millions d'€	1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	sept. 13 / sept. 12	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	5 644	5 358	5%	14%
Commandes reçues	1 671	2 180	(23%)	(18%)
Chiffre d'affaires	1 836	1 863	(1%)	5%
Résultat opérationnel	105	113	(7%)	(2%)
Marge opérationnelle	5,7%	6,1%		
Résultat d'exploitation	91	48	90%	
Capitaux employés	2 193	2 202	0%	

4.3.1. Commandes reçues

Au cours du premier semestre 2013/14, l'activité de Grid a été ralentie, pénalisée par un contexte économique international difficile et des délais dans les projets d'investissements en infrastructures.

Dans ce contexte, Grid a maintenu une performance commerciale soutenue, avec un bon niveau de petites et de moyennes commandes. Les commandes du Secteur ont diminué de 18 % sur une base comparable, passant de € 2 180 millions à € 1 671 millions au cours du premier semestre 2013/14. Cette baisse s'explique essentiellement par l'enregistrement d'une commande HVDC très importante en Inde au cours du premier semestre 2012/13.

Grid Données en base réelle, en millions d'€	1er semestre		%		% Variation	
	30 septembre 2013	contrib	30 septembre 2012	contrib	sept. 13 / sept. 12	
					Réel	Org.
Europe de l'Ouest	268	16%	298	14%	(10%)	(8%)
Europe de l'Est	159	9%	125	6%	27%	30%
Amérique du Nord	182	11%	148	7%	23%	28%
Amérique du Sud et Centrale	141	8%	141	6%	0%	10%
Asie/Pacifique	494	30%	1 004	46%	(51%)	(46%)
Moyen-Orient/Afrique	427	26%	464	21%	(8%)	(5%)
Commandes reçues par destination	1 671	100%	2 180	100%	(23%)	(18%)

Les commandes en provenance d'Europe de l'Ouest ont atteint € 268 millions, 16 % du volume total des commandes du Secteur. Les principales commandes ont été enregistrées en France et au Royaume-Uni.

En Europe de l'Est, les commandes ont atteint € 159 millions, soit 9 % des commandes du Secteur, en augmentation de 30 % sur une base organique par rapport au niveau du premier semestre 2012/13, principalement grâce à des commandes enregistrées en Russie et en Turquie.

La région Amérique du Nord a réalisé € 182 millions de nouvelles commandes, en hausse de 28 % sur une base organique par rapport au premier semestre 2012/13.

Le Secteur a enregistré € 141 millions de nouvelles commandes en Amérique du Sud et Centrale, ne représentant que 8 % des commandes globales, aucune commande importante n'ayant été signée durant la période.

La région Asie/Pacifique, avec € 494 millions de commandes reçues au cours du semestre, en hausse de 46 % par rapport à la performance du premier semestre 2012/13, fortement marquée par l'attribution du projet HVDC de Champa-Kurukshetra en Inde.

Les commandes en provenance de la région Moyen-Orient/Afrique ont atteint € 427 millions (26 % du volume total). De nombreux investissements dans les infrastructures continuent d'approvisionner le marché avec l'attribution d'importants contrats clé en main, principalement en Arabie Saoudite.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013/14, les principales commandes du Secteur Grid ont été les suivantes :

Pays	Description
Albanie	Sous-station reliée à une centrale hydroélectrique
Allemagne	Contrat de service et maintenance
Arabie Saoudite	Poste 110 kV clé en main - 13.8 kV
Arabie Saoudite	Poste clé en main 380/230 kV
Arabie Saoudite	Compensateur de Puissance clé en main 132 kV - Sous-station ultra Haute Tension 765 kV
Inde	Equipement appareillage 400 kV
Maroc	Poste 400/225 kV clé en main
Maroc	Deux sous-stations 400kV

4.3.2. Chiffre d'affaires

Au cours du premier semestre 2013/14, Grid a réalisé € 1 836 millions de chiffre d'affaires, une croissance de 5 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent sur une base comparable. Le volume du chiffre d'affaires a été porté par les avancements faits sur l'exécution d'importants projets HVDC attribués lors des deux derniers exercices.

Grid	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	% contrib	30 septembre 2012	% contrib	sept. 13 / sept. 12	
Données base réelle, en millions d'€					Réel	Org.
Europe de l'Ouest	449	25%	340	18%	32%	34%
Europe de l'Est	147	8%	199	11%	(26%)	(25%)
Amérique du Nord	188	10%	241	13%	(22%)	(19%)
Amérique du Sud et Centrale	150	8%	189	10%	(21%)	(12%)
Asie/Pacifique	485	26%	535	29%	(9%)	2%
Moyen-Orient/Afrique	417	23%	359	19%	16%	22%
Chiffre d'affaires par destination	1 836	100%	1 863	100%	(1%)	5%

En Europe de l'Ouest, le chiffre d'affaires a progressé de 34 % sur une base organique, pour atteindre € 449 millions (25 % du chiffre d'affaires total de Grid). L'activité a été soutenue par l'avancement de travaux sur des sous-stations offshore appuyant la production d'énergie éolienne en Allemagne, des projets clé en main menés au Royaume-Uni, ainsi que par la vente de pièces détachées destinées aux entreprises de service public françaises et britanniques.

Le chiffre d'affaires de l'Europe de l'Est a atteint € 147 millions, en baisse de 25 % par rapport à au premier semestre 2012/13. L'activité a principalement concerné des contrats réalisés en Turquie et en Russie.

Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a diminué de 19 % sur une base organique, s'établissant à € 188 millions. Des projets clés en main ont été exécutés au Canada et des disjoncteurs ainsi que des solutions de gestion des réseaux ont été livrées aux Etats-Unis d'Amérique.

En Amérique Centrale et du Sud, le chiffre d'affaires de Grid a diminué organiquement de 12 % par rapport au premier semestre 2012/13, à € 150 millions.

Dans la région Asie/Pacifique, le chiffre d'affaires a augmenté de 2 % sur une base comparable par rapport au premier semestre 2012/13, pour atteindre € 485 millions. Cette hausse organique s'explique par le début du projet HVDC de Champa-Kurukshetra remporté l'année dernière en Inde.

Le chiffre d'affaires de la région Moyen-Orient/Afrique est resté soutenu, il a atteint € 417 millions, soit une augmentation organique de 22 % par rapport au premier semestre 2012/13 (23 % du chiffre d'affaires total de Grid). Cette bonne exécution du carnet de commandes est notamment due à des projets en Irak, en Arabie Saoudite et en Libye.

4.3.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

La marge opérationnelle de Grid est passée de 6.1 % au cours du premier semestre 2012/13 à 5.7 % au cours de la même période 2013/14, un strict contrôle des coûts ayant partiellement compensé la pression sur les prix des produits standards.

4.4. Transport

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Transport.

Transport Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation sept. 13 / sept. 12	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	Réel	Organique
	Carnet de commandes	22 914	23 284	(2%)
Commandes reçues	2 911	4 582	(36%)	(36%)
Chiffre d'affaires	2 782	2 771	0%	2%
Résultat opérationnel	157	147	7%	5%
Marge opérationnelle	5,6%	5,3%		
Résultat d'exploitation	144	147	(2%)	
Capitaux employés	1 957	1 610	22%	

4.4.1. Commandes reçues

Les commandes reçues par Transport au cours du premier semestre 2013/14 se sont établies à € 2 911 millions, une baisse de 36 % par rapport au premier semestre 2012/13, qui avait été marqué par plusieurs succès commerciaux en Europe de l'Ouest.

Des contrats importants ont été signés en France pour des trains à grande vitesse ainsi que pour des trains régionaux. En Amérique du Nord, Transport a signé un contrat de maintenance pour 30 ans au Canada et un important contrat de rénovation aux Etats-Unis d'Amérique. Au Royaume-Uni, la performance commerciale du Secteur a été soutenue par l'attribution d'un contrat pour des infrastructures ferroviaires et de plusieurs contrats de signalisation.

Transport Données en base réelle, en millions d'€	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre		% Variation sept. 13 / sept. 12	
	30 septembre 2013	% contrib	30 septembre 2012	% contrib	Réel	Org.
	Europe de l'Ouest	1 579	54%	3 547	77%	(55%)
Europe de l'Est	49	2%	31	1%	58%	53%
Amérique du Nord	479	17%	161	4%	198%	209%
Amérique du Sud et Centrale	266	9%	518	11%	(49%)	(47%)
Asie/Pacifique	245	8%	218	5%	12%	14%
Moyen-Orient/Afrique	293	10%	107	2%	174%	176%
Commandes reçues par destination	2 911	100%	4 582	100%	(36%)	(36%)

Transport a enregistré € 1 579 millions de commandes en Europe de l'Ouest, représentant 54 % des commandes du secteur. Au cours du premier semestre 2013/14, la SNCF a confirmé une option pour dix trains à très grande vitesse supplémentaires. En France, le Secteur a également remporté des contrats pour des trains inter-cités, des trains régionaux et des tramways. Au Royaume-Uni, un contrat important a été signé pour la livraison d'infrastructures ferroviaires à la ville de Londres. En Italie, Transport va rénover les trains régionaux Minuetto et en Allemagne, il fournira des trains régionaux CORADIA™ Lint.

En Europe de l'Est, le Secteur a remporté € 49 millions de commandes au cours du premier semestre 2013/14, une augmentation organique de 53 % par rapport au premier semestre 2012/13. Transport a notamment remporté un contrat pour la fourniture de 10 000 moteurs d'aiguillage pour le Kazakhstan.

€ 479 millions de commandes ont été enregistrées en Amérique du Nord durant le premier semestre 2013/14, près de trois fois le volume de commandes enregistrées au cours du premier semestre 2012/13. La région représente 17 % des commandes totales de Transport. Au Canada, le Secteur a remporté un contrat long terme de maintenance des tram-trains CITADIS™ Spirit d'Ottawa. Aux Etats-Unis d'Amérique, Transport a signé un contrat avec *Maryland Transit Administration* pour rénover le réseau de métro léger de Baltimore.

Au cours du premier semestre 2013/14, les commandes reçues en Amérique du Sud et Centrale durant le premier semestre 2013/14 se sont élevées à € 266 millions, en-dessous du niveau du premier semestre de l'année précédente qui avait été soutenu par d'importants contrats pour la fourniture de métros au Pérou et au Venezuela. Un contrat a par ailleurs été signé en Equateur pour fournir 14 tramways CITADIS™ à la ville de Cuenca, et un autre remporté en Argentine pour la fourniture de 120 voitures destinées à la ligne H du métro de Buenos Aires.

En Asie/Pacifique, Transport a enregistré € 245 millions de commandes durant le premier semestre 2013/14 contre € 218 millions au cours du premier semestre 2012/13. Le Secteur a signé un contrat pour l'ajout de huit rames X'TRAPOLIS™ au réseau de trains de banlieue de Melbourne en Australie. En Chine, Transport fournira les systèmes de traction pour 174 voitures du métro de Nankin.

Durant le premier semestre de l'exercice 2013/14, la région Moyen-Orient/Afrique a enregistré € 293 millions de commandes, trois fois plus que le niveau enregistré au cours du premier semestre 2012/13. En Israël, un contrat a été signé pour la maintenance de trains inter-cités et en Algérie, Transport a remporté des contrats pour la fourniture de deux lignes de tramways aux villes de Mostaganem et d'Ouargla.

Les principales commandes du Secteur Transport au cours du premier semestre 2012/13 ont été les suivantes :

Pays	Description
Argentine	20 trains de 6 voitures chacun pour le métro de Buenos Aires
Canada	Contrat de maintenance pour les tram-trains CITADIS™ Spirit d'Ottawa
Etats-Unis d'Amérique	Rénovation du métro léger de Baltimore
France	10 trains à grande vitesse supplémentaires
France	34 CORADIA™ Liner inter-cités
Israël	Maintenance de trains inter-cités
Royaume-Uni	Livraison d'un projet d'infrastructure ferroviaire pour Londres

4.4.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Transport a augmenté de 2 % sur une base comparable par rapport au premier semestre de l'exercice 2012/13, à € 2 782 millions. Le Secteur a été principalement soutenu par une bonne performance en Europe de l'Est, en Amérique du Sud et Centrale et en Asie/Pacifique.

Transport	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2013	% contrib	30 septembre 2012	% contrib	sept. 13 / sept. 12 Réel	Org.
Données base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	1 609	58%	1 908	69%	(16%)	(15%)
Europe de l'Est	334	12%	119	4%	181%	183%
Amérique du Nord	166	6%	165	6%	1%	3%
Amérique du Sud et Centrale	205	7%	182	7%	13%	18%
Asie/Pacifique	280	10%	225	8%	24%	28%
Moyen-Orient/Afrique	188	7%	172	6%	9%	11%
Chiffre d'affaires par destination	2 782	100%	2 771	100%	0%	2%

Transport a enregistré € 1 609 millions de chiffres d'affaires en Europe de l'Ouest au cours du premier semestre 2013/14, une baisse de 15 % sur une base comparable due à d'importantes facturations au cours du premier semestre 2012/13 sur des contrats majeurs en cours d'exécution (contrats sur des trains à très grande vitesse en Italie ainsi que sur les trains inter-cités PENDOLINO™ au Royaume-Uni). Cependant, la région représente toujours 58 % du chiffre d'affaires total du Secteur. Les principaux projets exécutés ont été des contrats pour la livraison de trains à très grande vitesse en France, des trains de banlieue à Paris, des trains régionaux CORADIA™ en Allemagne et pour la maintenance des PENDOLINO™ au Royaume-Uni.

Au cours du premier semestre 2013/14, le chiffre d'affaires de Transport en Europe de l'Est a atteint € 334 millions, en-dessous du niveau du premier semestre 2012/13. Des contrats pour des locomotives de fret et de passagers ont été exécutés au Kazakhstan et en Russie et des trains inter-cités PENDOLINO™ ont été livrés en Pologne.

En Amérique du Nord, Transport a enregistré € 166 millions de chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2013/14, en augmentation de 3 % par rapport au premier semestre 2012/13 sur une base comparable. Les principales ventes proviennent de projets de signalisation et de pièces détachées à destination des Etats-Unis d'Amérique.

Transport a enregistré € 205 millions de chiffre d'affaires dans la région Amérique du Sud et Centrale au cours du premier semestre 2013/14, en hausse organique de 18 % par rapport au premier semestre 2012/13 à change constant. L'activité a été notamment soutenue par l'exécution de projets de métro au Panama, au Pérou et au Venezuela.

En Asie/Pacifique, le chiffre d'affaires de Transport a atteint € 280 millions, représentant une hausse de 28 % par rapport au premier semestre 2012/13 sur une base comparable. Des métros ont été livrés à Chennai en Inde et les travaux sur l'infrastructure ferroviaire de la « *Downtown Line* » du métro de Singapour ont progressé.

Le chiffre d'affaires au Moyen-Orient/Afrique s'est élevé à € 188 millions, en hausse de 11 % sur une base organique par rapport au premier semestre 2012/13, marqué par l'avancement sur le contrat du tramway de Dubaï.

4.4.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Grâce à une plus grande maturité de ses nouveaux produits et à un contrôle strict des coûts, le résultat opérationnel de Transport a atteint € 157 millions au cours du premier semestre de l'exercice 2013/14, soit 5,6 % des ventes, contre € 147 millions au cours du premier semestre 2012/13, soit 5,3 % des ventes.

4.5. Corporate et autres

« Corporate et autres » comprend toutes les unités supportant les coûts de siège ainsi que « International Network ».

Le tableau ci-dessous présente les principales informations financières concernant « Corporate et autres » :

Corporate et autres	1^{er} semestre	1^{er} semestre
en millions d'€	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Résultat opérationnel	(61)	(57)
Résultat d'exploitation	(83)	(72)
Capitaux employés	132	568

La baisse des capitaux employés est principalement due au transfert des participations dans les sociétés mises en équivalence aux Secteurs.

5. Revue opérationnelle et financière

5.1. Cash flow libre

Le cash flow libre se définit comme la variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation, moins les dépenses d'investissement (incluant les coûts de développement capitalisés), nettes des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Le cash flow libre n'inclut pas le produit des cessions d'activité.

L'indicateur financier le plus directement comparable en normes IFRS au cash flow libre est la variation nette de trésorerie liée à l'exploitation.

Un rapprochement entre ces deux indicateurs est présenté ci-dessous :

Total Groupe	1^{er} semestre	1^{er} semestre
en millions d'€	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	(149)	376
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (incluant les coûts de développement capitalisés)	(372)	(290)
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	10	15
Cash flow libre	(511)	101

Alstom utilise le cash flow libre aussi bien à des fins d'analyses internes que pour sa communication externe car le Groupe estime qu'il apporte un éclairage pertinent sur le montant réel de trésorerie générée ou utilisée par l'exploitation.

5.2. Trésorerie nette

La trésorerie nette est définie comme la somme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants, et des actifs financiers non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière, diminuée de la dette financière courante et non courante.

Total Groupe		
en millions d'€	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 836	2 195
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	22	36
Actifs financiers non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière	373	382
<i>moins:</i>		
Dettes financières courantes	1 049	325
Dettes financières non-courantes	4 476	4 630
Trésorerie/(dette) nette	(3 294)	(2 342)

5.3. Liquidités

Le tableau suivant présente le détail d'indicateurs issus du tableau des flux de trésorerie consolidés :

Total Groupe		
en millions d'€	1^{er} semestre 30 septembre 2013	31 Mars 2013
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation - hors variation du besoin en fonds de roulement	618	1,239
Variation du besoin en fonds de roulement	(767)	(150)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation	(149)	1,089
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements	(357)	(1,118)
Variation nette de la trésorerie liée au financement	280	180
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(226)	151
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	2 195	2 091
Incidence des variations de taux de conversion	(109)	(49)
Autres variations	(24)	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	1 836	2 195

5.4. Capitaux employés

Les capitaux employés sont définis comme étant la somme des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, des immobilisations corporelles, des autres actifs non courants (à l'exclusion des excédents d'actifs de couverture et des actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière), des actifs courants (à l'exclusion des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et de la trésorerie et équivalents de trésorerie),

diminuée des provisions non courantes et des passifs courants autres que dettes financières courantes.

Les capitaux employés par Secteur et pour l'ensemble du Groupe sont présentés en note 5 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du 30 septembre 2013.

Les capitaux employés sont utilisés aussi bien à des fins d'analyse interne que pour la communication externe dans la mesure où ils apportent un éclairage sur le montant des ressources financières utilisées par un Secteur ou par le Groupe, et sur la profitabilité d'un Secteur ou du Groupe par rapport aux ressources utilisées.

A la fin du premier semestre de l'exercice 2013/14, les capitaux employés ont atteint € 8 387 millions, contre € 7 651 millions à fin mars 2013, en raison notamment de la variation du besoin en fonds de roulement.

Total Groupe	Au 30 septembre	Au 31 mars
en millions d'€	2013	2013 ⁽¹⁾
Actifs non courants	13 265	13 480
moins impôts différés	(1 595)	(1 719)
moins actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière	(373)	(382)
moins actifs de couverture des engagements de retraite	(23)	(16)
Capitaux employés - actifs non courants (A)	11 274	11 363
Actifs courants	17 160	18 146
moins trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 836)	(2 195)
moins valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants	(22)	(36)
Capitaux employés - actifs courants (B)	15 302	15 915
Passifs courants	18 603	19 272
moins dettes financières courantes	(1 049)	(325)
plus provisions non courantes	635	680
Capitaux employés - passifs (C)	18 189	19 627
Capitaux employés (A)+(B)-(C)	8 387	7 651

(1) Chiffres ajustés suite à l'application de la norme IAS19 révisée

6. Données organiques

Les chiffres présentés dans cette section incluent des indicateurs de performance présentés à structure réelle et sur une base organique. Les chiffres sont présentés sur une base organique afin d'éliminer l'incidence des modifications de périmètre et de la conversion en euros des comptes libellés en devises étrangères.

Le Groupe utilise les chiffres présentés sur une base organique à la fois à des fins d'analyses internes et pour sa communication externe car il estime qu'ils permettent d'analyser et d'expliquer les variations d'une période à une autre. Cependant, ces chiffres présentés sur une base organique ne sont pas des indicateurs de performance selon les normes IFRS.

Pour calculer les chiffres sur une base organique, les chiffres présentés sur une base réelle sont ajustés comme suit :

- retraitement des chiffres réels de 2012/13 avec les taux de change utilisés dans les comptes consolidés pour le premier semestre de l'exercice 2013/14, pour le carnet de commandes, les commandes reçues, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel ;
- ajustements liés aux modifications de périmètres, sur ces mêmes indicateurs, à la fois pour le premier semestre de l'exercice 2012/13 (retraitement des cessions d'activités) et pour le premier semestre de l'exercice 2013/14 (retraitement des acquisitions d'activités).

Le tableau qui suit présente l'estimation de l'incidence des variations de taux de change et des variations de périmètre pour tous les indicateurs publiés dans ce document, aussi bien sur une base réelle que sur une base organique.

en millions d'€	1 ^{er} semestre - 30 septembre 2012				1 ^{er} semestre - 30 septembre 2013				
	Données réelles	Effet change	Effet périmètre	Données organiques	Données réelles	Effet périmètre	Données organiques	% Var Act. sept 13 / sept 12	% Var Org. sept 13 / sept 12
Thermal Power	19 427	(896)	(11)	18 520	17 973	-	17 973	(7%)	(3%)
Renewable Power	3 946	(295)	(77)	3 574	4 359	-	4 359	10%	22%
Grid	5 358	(393)	(19)	4 946	5 644	-	5 644	5%	14%
Transport	23 284	(405)	-	22 879	22 914	-	22 914	(2%)	0%
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Carnet de commandes	52 015	(1989)	(107)	49 919	50 890	-	50 890	(2%)	2%
Thermal Power	4 765	(159)	(1)	4 605	3 801	-	3 801	(20%)	(17%)
Renewable Power	602	(54)	-	548	1 048	-	1 048	74%	91%
Grid	2 180	(113)	(20)	2 047	1 671	-	1 671	(23%)	(18%)
Transport	4 582	(30)	-	4 552	2 911	-	2 911	(36%)	(36%)
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commandes reçues	12 129	(356)	(21)	11 752	9 431	-	9 431	(22%)	(20%)
Thermal Power	4 258	(177)	(3)	4 078	4 248	-	4 248	0%	4%
Renewable Power	856	(37)	(6)	813	864	-	864	1%	6%
Grid	1 863	(86)	(24)	1 753	1 836	-	1 836	(1%)	5%
Transport	2 771	(44)	-	2 727	2 782	-	2 782	0%	2%
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires	9 748	(344)	(33)	9 371	9 730	-	9 730	0%	4%
Thermal Power	451	(13)	6	444	450	-	450	0%	1%
Renewable Power	49	(3)	(2)	44	44	-	44	(10%)	0%
Grid	113	(5)	(1)	107	105	-	105	(7%)	(2%)
Transport	147	2	-	149	157	-	157	7%	5%
Corporate & Autres	(57)	3	-	(54)	(61)	-	(61)	7%	13%
Résultat opérationnel	703	(16)	3	690	695	-	695	(1%)	1%
Thermal Power	10,6%			10,9%	10,6%		10,6%		
Renewable Power	5,7%			5,4%	5,1%		5,1%		
Grid	6,1%			6,1%	5,7%		5,7%		
Transport	5,3%			5,5%	5,6%		5,6%		
Corporate & Autres									
Marge opérationnelle	7,2%			7,4%	7,1%		7,1%		
Chiffre d'affaires	9 748	(344)	(33)	9 371	9 730	-	9 730	(0%)	4%
Coût des ventes	(7 835)	301	31	(7 503)	(7 721)	-	(7 721)	(1%)	3%
Frais de R&D	(351)	3	-	(348)	(359)	-	(359)	2%	3%
Frais commerciaux	(471)	12	2	(457)	(493)	-	(493)	5%	8%
Frais généraux et administratifs	(388)	12	3	(373)	(462)	-	(462)	19%	24%
Résultat opérationnel	703	(16)	3	690	695	-	695	(1%)	1%

7. Autres informations

7.1. Risques

Les risques juridiques sont présentés dans la Note 25 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2013. Les risques financiers (risque de change, risque de crédit, risque de taux d'intérêt et risque de liquidité) et leur gestion sont présentés dans la Note 23 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2013 et dans la Note 25 aux comptes consolidés au 31 mars 2013. Les autres facteurs de risques sont présentés dans le Document de référence 2012/13 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 mai 2013, aucune évolution significative n'étant à mentionner au titre du premier semestre de l'exercice 2013/14.

7.2. Informations sur la société mère

ALSTOM, la société-mère du Groupe, n'a pas d'activité industrielle ou commerciale et, par conséquent, ses revenus sont composés essentiellement de commissions et redevances facturées à ses filiales pour l'emploi du nom Alstom, de dividendes et d'autres recettes financières.

Le résultat net du premier semestre de l'exercice 2013/14 s'élève à € 30 millions, contre € 48 millions pour la même période de l'exercice précédent.

7.3. Parties liées

Au cours du premier semestre 2013/14, aucune nouvelle transaction significative avec des parties liées n'a été conclue. Les Parties liées sont présentées dans la Note 26 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2013.

**Etats financiers consolidés résumés
Semestre clos le 30 septembre 2013**

COMpte DE RESULTAT CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre 2013**	30 septembre 2012*	31 mars 2013*
Chiffre d'affaires	(5)	9 730	9 748	20 269
Coût des ventes		(7 721)	(7 835)	(16 324)
Frais de recherche et développement	(6)	(359)	(351)	(737)
Frais commerciaux		(493)	(471)	(952)
Frais administratifs		(462)	(388)	(793)
Résultat opérationnel	(5)	695	703	1 463
Autres produits	(7)	19	4	6
Autres charges	(7)	(97)	(115)	(280)
Résultat d'exploitation	(5)	617	592	1 189
Produits financiers	(8)	16	20	36
Charges financières	(8)	(156)	(155)	(302)
Résultat avant impôt		477	457	923
Impôt sur les bénéfices	(9)	(103)	(90)	(186)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence	(13)	7	29	47
RESULTAT NET		381	396	784
Attribuable :				
- aux propriétaires de la société mère		375	386	768
- aux participations ne donnant pas le contrôle		6	10	16
Résultat net par action (en €)	(10)			
- Résultat de base		1,22	1,31	2,55
- Résultat dilué		1,20	1,30	2,52

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

** Voir Note 2 « Principes comptables » : changement d'estimation comptable relatif à une nouvelle méthodologie d'allocation des coûts au sein du Secteur Transport

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre 2013	30 septembre 2012*	31 mars 2013*
Résultat net de la période		381	396	784
Gains (pertes) actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	(21)	143	(168)	(251)
Impôt sur les éléments non recyclables		(58)	16	47
Éléments non recyclables en résultat		85	(152)	(204)
Gains (pertes) sur actifs financiers disponibles à la vente		-	(22)	(1)
Gains (pertes) sur instruments financiers de couverture	(2)	8	8	15
Ecarts de conversion	(250)	10	10	36
Impôt sur les éléments recyclables		-	(1)	(2)
Éléments recyclables en résultat		(252)	(5)	48
Autres éléments du résultat global		(167)	(157)	(156)
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		214	239	628
Attribuable :				
- aux propriétaires de la société mère		223	230	613
- aux participations ne donnant pas le contrôle	(9)	9	9	15

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

BILAN CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

(en millions d'€)	Note	Au 30	
		septembre 2013	Au 31 mars 2013*
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	(11)	5 550	5 536
Immobilisations incorporelles	(11)	2 012	1 982
Immobilisations corporelles	(12)	2 949	3 024
Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation	(13)	651	698
Autres actifs non courants	(14)	508	521
Impôts différés		1 595	1 719
Total des actifs non courants		13 265	13 480
Stocks et en-cours	(15)	3 412	3 144
Contrats de construction en cours, actif	(16)	3 803	4 158
Clients et comptes rattachés		4 674	5 285
Autres actifs opérationnels courants	(17)	3 413	3 328
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants		22	36
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 836	2 195
Total des actifs courants		17 160	18 146
TOTAL DE L'ACTIF		30 425	31 626

(en millions d'€)	Note	Au 30	
		septembre 2013	Au 31 mars 2013*
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	(19)	4 963	4 996
Capitaux propres - attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		43	93
Total capitaux propres		5 006	5 089
Provisions non courantes	(20)	635	680
Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	(21)	1 510	1 671
Emprunts non courants	(22)	4 059	4 197
Dettes non courantes sur contrats de location-financement	(22)	417	433
Impôts différés		195	284
Total des passifs non courants		6 816	7 265
Provisions courantes	(20)	1 328	1 309
Emprunts courants	(22)	1 006	283
Dettes courantes sur contrats de location-financement	(22)	43	42
Contrats de construction en cours, passif	(16)	8 688	9 909
Fournisseurs et comptes rattachés		3 803	4 041
Autres passifs opérationnels courants	(24)	3 735	3 688
Total des passifs courants		18 603	19 272
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		30 425	31 626

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES INTERMEDIAIRE

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre 2013	30 septembre 2012*	31 mars 2013*
Résultat net		381	396	784
Dotation aux amortissements, dépréciations et charge relative aux paiements fondés sur des actions		336	375	543
Ajustement des flux relatifs aux engagements de retraite et avantages assimilés		(3)	2	(24)
Plus/moins-values sur cessions d'actifs		(17)	(6)	34
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (nette des dividendes reçus)		(6)	(25)	(18)
Charge d'impôt différé inscrite au compte de résultat		(73)	(10)	(80)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation hors variation du besoin en fonds de roulement		618	732	1 239
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'exploitation	(18)	(767)	(356)	(150)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation		(149)	376	1 089
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		10	15	57
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (coûts de R&D capitalisés inclus)	(5)	(372)	(290)	(738)
Augmentation/(diminution) des autres actifs non courants		15	19	37
Acquisition d'activités après déduction de la trésorerie acquise		(41)	(146)	(472)
Cession d'activités après déduction de la trésorerie nette cédée		31	-	(2)
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements		(357)	(402)	(1 118)
Augmentation/(réduction) de capital y compris celles souscrites par les participations ne donnant pas le contrôle		2	15	351
Dividendes versés y compris versements aux participations ne donnant pas le contrôle		(268)	(245)	(243)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	(48)
Emissions d'emprunts obligataires	(22)	500	-	350
Remboursements d'emprunts obligataires		(21)	-	-
Variation nette des emprunts courants et non courants		68	(161)	(174)
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement		(18)	(26)	(45)
Variation nette des valeurs mobilières de placement et autres actifs et passifs financiers courants		17	1	(11)
Variation nette de la trésorerie liée au financement		280	(416)	180
(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(226)	(442)	151
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période		2 195	2 091	2 091
Incidence des variations de taux de conversion		(109)	(2)	(49)
Autres variations		(24)	(1)	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période		1 836	1 646	2 195
<i>Impôts payés</i>		<i>(144)</i>	<i>(121)</i>	<i>(240)</i>
<i>Net des intérêts reçus et payés</i>		<i>(48)</i>	<i>(54)</i>	<i>(186)</i>

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	2013	2012	31 mars 2013
Analyse de la variation de la trésorerie nette/(endettement net) (1)			
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(226)	(442)	151
Variation nette des valeurs mobilières de placement et des autres actifs et passifs financiers courants	(17)	(1)	11
Variation nette des obligations	(479)	-	(350)
Variation nette des emprunts courants et non courants	(68)	161	174
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement	18	26	45
Dettes nettes des entités acquises à leur date d'acquisition et autres	(180)	(123)	119
Diminution/(augmentation) de l'endettement net	(952)	(379)	150
Trésorerie nette/(endettement net) en début de période	(2 342)	(2 492)	(2 492)
Trésorerie nette/(endettement net) en fin de période	(3 294)	(2 871)	(2 342)

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

(1) La trésorerie nette/(endettement net) se définit comme la somme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et des autres actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (voir Note 14), déduction faite de la dette financière (voir Note 22).

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES INTERMEDIAIRE

(en millions d'€, à l'exception du nombre d'actions)	Nombre d'actions en circulation	Primes Capital d'émission	Autres éléments Réserves du résultat global	Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres - attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres		
AU 31 MARS 2012*	294 533 680	2 062	622	3 157	(1 531)	4 310	107	4 417
Variation des autres éléments du résultat global		-	-	-	(156)	(156)	(1)	(157)
Résultat net de la période		-	-	386	-	386	10	396
Total du résultat global		-	-	386	(156)	230	9	239
Variation d'intérêts et autres	3	-	-	13	-	13	1	14
Dividendes distribués		-	-	(236)	-	(236)	(11)	(247)
Augmentation de capital dans le cadre des plans de motivation et de fidélisation sur le long terme	314 278	2	1	-	-	3	-	3
Paiements fondés sur des actions acquittés en instruments de capitaux propres		-	-	7	-	7	-	7
AU 30 SEPTEMBRE 2012*	294 847 961	2 064	623	3 327	(1 687)	4 327	106	4 433
AU 31 MARS 2013*	308 158 126	2 157	875	3 650	(1 686)	4 996	93	5 089
Variation des autres éléments du résultat global		-	-	-	(152)	(152)	(16)	(167)
Résultat net de la période		-	-	375	-	375	6	381
Total du résultat global		-	-	375	(152)	223	(9)	214
Variation d'intérêts et autres	16	-	-	(4)	-	(4)	(32)	(36)
Dividendes distribués		-	-	(259)	-	(259)	(9)	(268)
Augmentation de capital dans le cadre des plans de motivation et de fidélisation sur le long terme	473 593	3	-	(3)	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions acquittés en instruments de capitaux propres		-	-	7	-	7	-	7
AU 30 SEPTEMBRE 2013	308 631 735	2 160	875	3 766	(1 838)	4 963	43	5 006

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1.	Présentation du Groupe	41
Note 2.	Principes comptables	42
Note 3.	Changements de méthode comptable	45
Note 4.	Périmètre de consolidation	49
Note 5.	Informations sectorielles.....	50
Note 6.	Frais de recherche et développement.....	52
Note 7.	Autres produits et autres charges.....	53
Note 8.	Résultat financier	54
Note 9.	Impôt sur les bénéfices	54
Note 10.	Résultat par action	55
Note 11.	Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles.....	56
Note 12.	Immobilisations corporelles	58
Note 13.	Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation 59.....	
Note 14.	Autres actifs non courants	61
Note 15.	Stocks et en-cours	61
Note 16.	Contrats de construction en cours.....	62
Note 17.	Autres actifs opérationnels courants	62
Note 18.	Besoin en fonds de roulement.....	63
Note 19.	Capitaux propres.....	64
Note 20.	Provisions.....	64
Note 21.	Engagements de retraite et avantages assimilés	65
Note 22.	Dettes financières	67
Note 23.	Instruments financiers et gestion des risques financiers.....	68
Note 24.	Autres passifs opérationnels courants	69
Note 25.	Passifs éventuels et contentieux	69
Note 26.	Parties liées	75
Note 27.	Événements postérieurs à la clôture	76

Note 1. Présentation du Groupe

Alstom (« le Groupe ») opère sur le marché de la production et de la transmission d'énergie au travers des Secteurs Thermal Power, Renewable Power et Grid ainsi que sur le marché du transport ferroviaire au travers du Secteur Transport. Le Groupe conçoit, fournit et entretient pour ses clients une gamme complète de produits et systèmes de technologie avancée et possède des compétences uniques en intégration de systèmes, ainsi qu'en maintenance et service après-vente couvrant la durée de vie de ces produits et systèmes.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées en quatre Secteurs :

- Thermal Power

Le Secteur Thermal Power offre une gamme complète pour la production d'énergie à partir de gaz ou de charbon. La gamme de solutions s'étend de l'installation de centrales électriques intégrées à la fourniture de tous types de turbines, d'alternateurs, de chaudières et de systèmes de contrôle des émissions. Il propose également un ensemble de services couvrant notamment la modernisation, la maintenance et l'assistance à l'exploitation des centrales. Le Secteur fournit en outre des îlots conventionnels pour centrales nucléaires.

- Renewable Power

Le Secteur Renewable Power propose des solutions clé en main, des turbines et alternateurs, des équipements de contrôle-commande et des services de maintenance dans les Secteurs hydroélectrique et éolien. S'y ajoutent les offres concernant la géothermie et le thermo-solaire.

- Grid

Le Secteur Grid conçoit et fabrique des équipements et des solutions clé en main pour piloter les réseaux électriques et transporter l'électricité depuis la centrale jusqu'à l'utilisateur, qu'il s'agisse d'une société publique de distribution, d'un industriel ou d'une usine de production.

- Transport

Le Secteur Transport fournit des équipements, des systèmes et des services ferroviaires pour les transports urbains, régionaux et grandes lignes, ainsi que pour le transport de fret.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en euros et ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 5 novembre 2013.

Note 2. Principes comptables**2.1. Base d'établissement des comptes consolidés intermédiaires résumés**

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés d'Alstom ont été établis conformément au référentiel IFRS (normes et interprétations) publié par l'International Accounting Standards Board (IASB), adopté dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} avril 2013.

Le référentiel intégral des normes adoptées dans l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés d'Alstom pour le semestre clos le 30 septembre 2013 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34, Information financière intermédiaire. Cette norme prévoit que, s'agissant de comptes intermédiaires résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels. Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés du Groupe de l'exercice clos au 31 mars 2013.

Les principes comptables et les méthodes d'évaluation utilisés pour la préparation de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux appliqués par le Groupe au 31 mars 2013 et décrits en Note 2 des états financiers consolidés au 31 mars 2013, à l'exception :

- Des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire présentées dans le paragraphe 2.1.1 ci-dessous;
- Des dispositions spécifiques d'IAS 34 utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés décrites dans le paragraphe 2.2 ci-dessous ; et
- Du changement d'estimation comptable lié à la mise en place d'une nouvelle méthode d'allocation des coûts pour la comptabilisation des contrats au sein du Secteur Transport à compter du 1^{er} avril 2013. Conformément à IAS 8, ce changement d'estimation comptable est appliqué de façon prospective. L'impact au 30 septembre 2013 est une diminution de € 83 millions du coût des ventes, avec pour contrepartie une augmentation des frais commerciaux et des frais administratifs pour respectivement € 12 millions et € 69 millions.

2.1.1. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} avril 2013

- IAS 19 révisée, Avantages au personnel : les changements et impacts résultant de la révision de la norme IAS 19, Avantages au personnel, sont décrits dans la Note 3 « Changements de méthode comptable » ;
- IFRS 13, Juste valeur : elle s'applique aux normes IFRS qui exigent ou permettent des évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations sur la juste valeur. Cette norme propose un cadre unique pour la détermination de la juste valeur et requiert des informations sur cette détermination. Elle donne une définition unique de la juste valeur basée sur une notion de prix de sortie et utilise une hiérarchie de juste valeur reposant sur une valorisation fondée sur un prix de marché plutôt que sur une valorisation spécifique de l'entité ;
- Amendements à IAS 12, Impôts sur le résultat - Impôts différés – recouvrement des actifs sous-jacents ;
- Amendements à IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;
- Améliorations annuelles des IFRS (2009-2011).

A l'exception des changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée décrits dans la Note 3, les autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} avril 2013 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

2.1.2. Nouvelles normes et interprétations non encore d'application obligatoire*2.1.2.1 Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne non encore d'application obligatoire*

- **Normes de consolidation (IFRS 10, Etats financiers consolidés ; IFRS 11, Accords conjoints ; IFRS12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ; IAS 28 révisée, Participations dans des sociétés associées et des coentreprises) et amendements liés (Dispositions transitoires)**

Le Groupe appliquera les normes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et IAS 28 révisée) à compter du 1^{er} avril 2014.

Le Groupe mène actuellement une analyse des impacts attendus de la première application de ces nouvelles normes.

- **IFRS 10, Etats financiers consolidés**

Cette norme définit le contrôle comme étant exercé lorsque l'investisseur est exposé à, ou a des droits sur, des rendements variables et qu'il a la capacité d'exercer son pouvoir afin d'influer sur ces rendements. L'impact de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés ne devrait pas être significatif.

- **IFRS 11, Accords conjoints**

Cette nouvelle norme prévoit essentiellement deux traitements comptables distincts :

- Les partenariats qualifiés d'opérations conjointes seront comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlés par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée au travers d'une entité distincte ou non;
- Les partenariats qualifiés de coentreprises seront consolidés selon la méthode de la mise en équivalence du fait qu'ils donnent uniquement un droit sur l'actif net de l'entité.

Le Groupe analyse actuellement ses accords conjoints au regard d'IFRS 11, afin de déterminer s'ils doivent être classés en opérations conjointes ou en coentreprises. Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, qui sont actuellement consolidées en intégration proportionnelle et qui devraient être qualifiées de coentreprises selon les nouvelles normes, concernent principalement le Secteur Transport.

Le Groupe étudie actuellement l'impact de l'application de cette nouvelle norme. Toutefois, la contribution des entités sous contrôle conjoint aux principaux agrégats financiers du Groupe n'étant pas matérielle, l'impact sur les comptes consolidés ne devrait pas être significatif.

2.1.2.2 Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne

- **Instruments financiers :**

- Classement et évaluation des actifs financiers (IFRS 9)
- Date d'application obligatoire et dispositions transitoires (amendements à IFRS 9 et IFRS 7)
- Changement d'instruments dérivés et prolongation de la comptabilité de couverture (amendements à IAS 39)

- **Entités d'investissement (amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27)**

- **Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers (amendements à IAS 36)**

- **Droits ou taxes (IFRIC 21)**

Le Groupe mène actuellement une analyse pour identifier les impacts attendus de la première application de ces nouvelles normes.

2.2. Evaluations spécifiques utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés

- **Estimation de la charge fiscale**

La charge d'impôt est déterminée en appliquant le taux effectif projeté d'impôt pour l'ensemble de l'exercice au résultat avant impôt pour la période intermédiaire. Si nécessaire, des ajustements sont effectués lorsque des événements spécifiques surviennent sur le semestre.

- **Engagements de retraite et avantages assimilés**

La provision nette sur engagements de retraite et avantages assimilés est calculée à la date de clôture des comptes sur la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée pour les principaux pays contributeurs (zone euro, Suisse, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique) afin de tenir compte des évolutions significatives éventuelles du semestre ou d'impacts ponctuels. La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

Note 3. Changements de méthode comptable

Depuis le 1^{er} avril 2013, le Groupe applique IAS 19 révisée. Les principaux changements de la norme révisée sont les suivants :

- Elimination de la possibilité d'appliquer la méthode du corridor pour les avantages postérieurs à l'emploi ; en conséquence, tous les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement au passif du bilan et sont systématiquement enregistrés, à chaque période, en « autres éléments du résultat global » ;
- Les coûts des services passés sont également comptabilisés immédiatement au passif du bilan en contrepartie du résultat de la période ;
- Le taux de rendement attendu des actifs est désormais calculé sur la base du taux d'actualisation utilisé pour valoriser les engagements de retraite et non sur la base du taux de rendement attendu des actifs sur le marché.

Conformément à IAS 8, ces changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective.

Le Groupe appliquant déjà l'option offerte par IAS 19 de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels en autres éléments du résultat global, Alstom n'est pas impacté par la suppression de la méthode du corridor. Les impacts des autres changements sur les comptes consolidés du Groupe sont présentés ci-dessous.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RETRAITE

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2012			Exercice clos le 31 mars 2013		
	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité
Chiffre d'affaires	9 748		9 748	20 269		20 269
Coût des ventes	(7 835)		(7 835)	(16 324)		(16 324)
Frais de recherche et développement	(351)		(351)	(737)		(737)
Frais commerciaux	(471)		(471)	(952)		(952)
Frais administratifs	(388)		(388)	(793)		(793)
Résultat opérationnel	703	-	703	1 463	-	1 463
Autres produits	4		4	6		6
Autres charges	(116)	1	(115)	(282)	2	(280)
Résultat d'exploitation	591	1	592	1 187	2	1 189
Produits financiers	20		20	36		36
Charges financières	(133)	(22)	(155)	(259)	(43)	(302)
Résultat avant impôt	478	(21)	457	964	(41)	923
Impôt sur les bénéfices	(94)	4	(90)	(193)	7	(186)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence	29		29	47		47
RESULTAT NET	413	(17)	396	818	(34)	784
Attribuable :						
- aux propriétaires de la société mère	403	(17)	386	802	(34)	768
- aux participations ne donnant pas le contrôle	10	-	10	16	-	16
Résultat net par action (en €)						
- Résultat de base	1,37		1,31	2,66		2,55
- Résultat dilué	1,35		1,30	2,64		2,52

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE RETRAITE

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2012			Exercice clos le 31 mars 2013		
	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité
Résultat net de la période	413	(17)	396	818	(34)	784
Gains (pertes) actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	(190)	22	(168)	(295)	44	(251)
Impôt sur les éléments non recyclables	20	(4)	16	55	(8)	47
Éléments non recyclables en résultat	(170)	18	(152)	(240)	36	(204)
Gains (pertes) sur actifs financiers disponibles à la vente	(22)		(22)	(1)		(1)
Gains (pertes) sur instruments financiers de couverture	8		8	15		15
Ecart de conversion	10		10	36		36
Impôt sur les éléments recyclables	(1)		(1)	(2)		(2)
Éléments recyclables en résultat	(5)	-	(5)	48	-	48
Autres éléments du résultat global	(175)	18	(157)	(192)	36	(156)
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	238	1	239	626	2	628
Attribuable :						
- aux propriétaires de la société mère	229	1	230	611	2	613
- aux participations ne donnant pas le contrôle	9		9	15		15

BILAN CONSOLIDE RETRAITE

(en millions d'€)	Exercice clos le 31 mars 2013			Exercice clos le 31 mars 2012		
	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité
ACTIF						
Ecart d'acquisition	5 536		5 536	5 483		5 483
Immobilisations incorporelles	1 982		1 982	1 921		1 921
Immobilisations corporelles	3 024		3 024	2 852		2 852
Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participations	698		698	531		531
Autres actifs non courants	515	6	521	545	6	551
Impôts différés	1 711	8	1 719	1 472	9	1 481
Total des actifs non courants	13 466	14	13 480	12 804	15	12 819
Stocks et en-cours	3 144		3 144	3 138		3 138
Contrats de construction en cours, actif	4 158		4 158	3 752		3 752
Clients et comptes rattachés	5 285		5 285	5 692		5 692
Autres actifs opérationnels courants	3 328		3 328	3 557		3 557
Valeurs mobilières de placement et autres actifs	36		36	13		13
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 195		2 195	2 091		2 091
Total des actifs courants	18 146	-	18 146	18 243	-	18 243
TOTAL DE L'ACTIF	31 612	14	31 626	31 047	15	31 062

(en millions d'€)	Exercice clos le 31 mars 2013			Exercice clos le 31 mars 2012		
	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF						
Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	5 011	(15)	4 996	4 327	(17)	4 310
Capitaux propres - attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	93		93	107		107
Total capitaux propres	5 104	(15)	5 089	4 434	(17)	4 417
Provisions non courantes	680		680	804		804
Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	1 642	29	1 671	1 417	32	1 449
Emprunts non courants	4 197		4 197	3 863		3 863
Dettes non courantes sur contrats de location-financement	433		433	477		477
Impôts différés	284		284	176		176
Total des passifs non courants	7 236	29	7 265	6 737	32	6 769
Provisions courantes	1 309		1 309	1 414		1 414
Emprunts courants	283		283	634		634
Dettes courantes sur contrats de location-financement	42		42	48		48
Contrats de construction en cours, passif	9 909		9 909	9 508		9 508
Fournisseurs et comptes rattachés	4 041		4 041	4 080		4 080
Autres passifs opérationnels courants	3 688		3 688	4 192		4 192
Total des passifs courants	19 272	-	19 272	19 876	-	19 876
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	31 612	14	31 626	31 047	15	31 062

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES RETRAITE

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2012			Exercice clos le 31 mars 2013		
	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité	Publié	Impacts IAS 19R	Retraité
Résultat net	413	(17)	396	818	(34)	784
Dotation aux amortissements, dépréciations et charge relative aux paiements fondés sur des actions	375		375	543		543
Ajustement des flux relatifs aux engagements de retraite et avantages assimilés	(19)	21	2	(65)	41	(24)
Plus / moins-values sur cessions d'actifs	(6)		(6)	34		34
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (nette des dividendes reçus)	(25)		(25)	(18)		(18)
Charge d'impôt différé inscrite au compte de résultat	(6)	(4)	(10)	(73)	(7)	(80)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation hors variation du besoin en fonds de roulement	732	-	732	1 239	-	1 239
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'exploitation	(356)	-	(356)	(150)	-	(150)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation	376	-	376	1 089	-	1 089
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	15		15	57		57
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (coûts de R&D capitalisés inclus)	(290)		(290)	(738)		(738)
Augmentation/(diminution) des autres actifs non courants	19		19	37		37
Acquisition d'activités après déduction de la trésorerie acquise	(146)		(146)	(472)		(472)
Cession d'activités après déduction de la trésorerie nette cédée	-		-	(2)		(2)
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements	(402)	-	(402)	(1 118)	-	(1 118)
Augmentation/(réduction) de capital y compris celles souscrites par les participations ne donnant pas le contrôle	15		15	351		351
Dividendes versés y compris versements aux participations ne donnant pas le contrôle	(245)		(245)	(243)		(243)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	-		-	(48)		(48)
Emissions d'emprunts obligataires	-		-	350		350
Variation nette des emprunts courants et non courants	(161)		(161)	(174)		(174)
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement	(26)		(26)	(45)		(45)
Variation nette des valeurs mobilières de placement et autres actifs et passifs financiers courants	1		1	(11)		(11)
Variation nette de la trésorerie liée au financement	(416)	-	(416)	180	-	180
(Diminution)/Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(442)	-	(442)	151	-	151
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	2 091		2 091	2 091		2 091
Incidence des variations de taux de conversion	(2)		(2)	(49)		(49)
Autres variations	(1)		(1)	2		2
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	1 646	-	1 646	2 195	-	2 195
<i>Impôts payés</i>	<i>(121)</i>		<i>(121)</i>	<i>(240)</i>		<i>(240)</i>
<i>Net des intérêts reçus et payés</i>	<i>(54)</i>		<i>(54)</i>	<i>(186)</i>		<i>(186)</i>

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES RETRAITE

(en millions d'€, à l'exception du nombre d'actions)

	Nombre d'actions en circulation	Capital	Primes d'émission	Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres - attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Au 31 mars 2012 publié	294 533 680	2 062	622	3 226	(1 583)	4 327	107	4 434
<i>Impacts IAS 19R</i>				<i>(69)</i>	<i>52</i>	<i>(17)</i>		<i>(17)</i>
Au 31 mars 2012 retraité	294 533 680	2 062	622	3 157	(1 531)	4 310	107	4 417
Variation des autres éléments du résultat global					(174)	(174)	(1)	(175)
Résultat net de la période				403		403	10	413
<i>Impacts IAS 19R</i>				<i>(17)</i>	<i>18</i>	<i>1</i>		<i>1</i>
Total du résultat global				386	(156)	230	9	239
Variation d'intérêts et autres	3	-	-	13	-	13	1	14
Dividendes distribués	-	-	-	(236)	-	(236)	(11)	(247)
Réduction de capital								
Augmentation de capital dans le cadre des plans de motivation et de fidélisation sur le long terme	314 278	2	1	-	-	3	-	3
Paievements fondés sur des actions acquittés en instruments de capitaux propres	-	-	-	7	-	7	-	7
Au 30 septembre 2012 retraité	294 847 961	2 064	623	3 327	(1 687)	4 327	106	4 433
<i>Impacts IAS 19R</i>				86	(70)	16	-	16
Au 30 septembre 2012 publié	294 847 961	2 064	623	3 413	(1 757)	4 343	106	4 449
Au 31 mars 2013 publié	308 158 126	2 157	875	3 753	(1 774)	5 011	93	5 104
<i>Impacts IAS 19R</i>				<i>(103)</i>	<i>88</i>	<i>(15)</i>		<i>(15)</i>
Au 31 mars 2013 retraité	308 158 126	2 157	875	3 650	(1 686)	4 996	93	5 089

Note 4. Périmètre de consolidation

Le Groupe n'a pas réalisé d'acquisition ou de cession significative sur la période.

Note 5. Informations sectorielles

5.1 Informations par secteur opérationnel

Pour le semestre clos au 30 septembre 2013

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	4 280	869	1 881	2 784	-	(84)	9 730
Eliminations intersecteurs	(32)	(5)	(45)	(2)	-	84	-
Total chiffre d'affaires	4 248	864	1 836	2 782	-	-	9 730
Résultat opérationnel	450	44	105	157	(61)	-	695
Résultat d'exploitation	430	35	91	144	(83)	-	617
Produits (charges) financiers							(140)
Impôt sur les bénéfices							(103)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence							7
RÉSULTAT NET							381
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(120)	(98)	(50)	(74)	(30)	-	(372)
Dotations aux amortissements dans le résultat d'exploitation	110	15	36	70	22	-	254

Pour le semestre clos au 30 septembre 2012*

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	4 287	856	1 881	2 773	-	(49)	9 748
Eliminations intersecteurs	(29)	-	(18)	(2)	-	49	-
Total chiffre d'affaires	4 258	856	1 863	2 771	-	-	9 748
Résultat opérationnel	451	49	113	147	(57)	-	703
Résultat d'exploitation	445	24	48	147	(72)	-	592
Produits (charges) financiers							(135)
Impôt sur les bénéfices							(90)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence							29
RÉSULTAT NET							396
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(103)	(57)	(43)	(63)	(24)	-	(290)
Dotations aux amortissements dans le résultat d'exploitation	115	19	86	59	23	-	302

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Au 30 septembre 2013

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Eliminations	Total
Actifs sectoriels (1)	10 635	3 052	5 008	6 820	1 061	-	26 576
Impôts différés (actif)							1 595
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite							23
Actifs financiers							2 231
TOTAL DE L'ACTIF							30 425
Passifs sectoriels (2)	7 985	1 597	2 815	4 863	929	-	18 189
Impôts différés (passif)							195
Provisions pour engagements de retraite							1 510
Dettes financières							5 525
Total capitaux propres							5 006
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF							30 425
Capitaux employés (3)	2 650	1 455	2 193	1 957	132	-	8 387

(1) Les actifs sectoriels se composent de la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception de ceux directement associés à la dette financière et aux engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels.

(2) Les passifs sectoriels se composent des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

Au 31 mars 2013*

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Eliminations	Total
Actifs sectoriels (1)	10 835	3 106	5 462	6 648	1 227	-	27 278
Impôts différés (actif)							1 719
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite							16
Actifs financiers							2 613
TOTAL DE L'ACTIF							31 626
Passifs sectoriels (2)	8 571	1 906	3 280	4 724	1 146	-	19 627
Impôts différés (passif)							284
Provisions pour engagements de retraite							1 671
Dettes financières							4 955
Total capitaux propres							5 089
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF							31 626
Capitaux employés (3)	2 264	1 200	2 182	1 924	81	-	7 651

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

(1) Les actifs sectoriels se composent de la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception de ceux directement associés à la dette financière et aux engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels.

(2) Les passifs sectoriels se composent des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

5.2 Informations par zone géographique

Chiffres d'affaires par pays de destination

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Europe de l'Ouest	3 184	3 492
<i>dont France</i>	946	1 155
Europe de l'Est	1 132	864
Amérique du Nord	1 147	1 183
<i>dont Etats-Unis</i>	669	734
Amérique du Sud & Centrale	764	707
Asie / Pacifique	1 945	2 027
Moyen-Orient et Afrique	1 558	1 475
TOTAL GROUPE	9 730	9 748

Note 6. Frais de recherche et développement

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Frais de recherche et développement	(359)	(351)
Coûts de développement capitalisés au cours de la période (voir Note 11.2)	(122)	(104)
Dotation aux amortissements des coûts de développement capitalisés (voir Note 11.2)	48	42
Dotation aux amortissements de la technologie acquise (voir Note 11.2)	43	47
TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	(390)	(366)

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013, le groupe a investi € 390 millions en recherche et développement afin de maintenir son avance technologique dans ses segments traditionnels et de développer son avantage compétitif dans d'autres marchés à forte croissance.

Ces programmes de recherche et développement concernent, principalement :

- le développement des turbines à gaz et équipements associés
- l'amélioration de l'offre de produits du Secteur Transport (Urbalis fluence, nouveau Citadis, etc),
- le développement des turbines HaliadeTM pour le marché de l'éolien offshore et des turbines hydroliennes,
- le développement des technologies liées aux équipements électriques de haute tension (HVDC -High Voltage Direct Current) et aux sous-stations numériques dans les domaines du Super Grid et du Smart Grid.

Note 7. Autres produits et autres charges

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre	30 septembre
	2013	2012*
Plus-values sur cessions d'activités	19	4
Autres produits	19	4
Moins-values sur cessions d'activités	-	(3)
Charges de restructuration	(56)	(29)
Charges générées exclusivement dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(2)	(43)
Autres	(39)	(40)
Autres charges	(97)	(115)
AUTRES PRODUITS (AUTRES CHARGES)	(78)	(111)

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Les autres produits comprennent la plus-value de cession de l'activité de production de moteurs à anneau, suite à la décision du Secteur Renewable Power de recentrer son site de Bilbao sur des activités liées à la production d'hydroélectricité.

Les charges de restructuration sont liées à l'optimisation de la base industrielle du Groupe afin de s'adapter à une demande plus faible dans les pays développés, essentiellement en Europe, et à une situation de surcapacité générale constatée dans certains segments de production.

Au 30 septembre 2012, les charges générées exclusivement dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspondent à la charge d'amortissement des marges acquises dans le cadre de l'acquisition de Grid et aux frais liés à l'acquisition de Grid.

Les autres charges s'expliquent principalement par les coûts liés à des procédures judiciaires n'entrant pas dans le cours normal des affaires et par des dépréciations non récurrentes d'actifs.

Note 8. Résultat financier

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012*
Produit d'intérêts financiers	9	16
Gain de change net	3	-
Autres produits financiers	4	4
Produits financiers	16	20
Charge d'intérêts financiers	(101)	(100)
Charge nette sur engagements de retraite et avantages assimilés	(30)	(34)
Perte de change nette	-	(4)
Autres charges financières	(25)	(17)
Charges financières	(156)	(155)
RÉSULTAT FINANCIER	(140)	(135)

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Les produits d'intérêts financiers de € 9 millions proviennent de la rémunération des positions de trésorerie du Groupe sur la période.

La charge d'intérêts financiers de € (101) millions représente le coût de la dette financière brute du Groupe.

La charge financière nette sur engagements de retraite et avantages assimilés de € (30) millions représente la charge d'intérêt sur les engagements, nette des produits d'intérêts sur les actifs de couverture calculés en utilisant le même taux d'actualisation (voir Note 3).

Les autres charges financières de € (25) millions incluent des honoraires et commissions d'engagement sur cautions, prêts syndiqués et autres facilités de crédit pour € (13) millions (€ (8) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2012).

Note 9. Impôt sur les bénéfices

Sur la base d'un taux effectif projeté d'impôt pour l'ensemble de l'exercice de 22% (20% pour le semestre clos le 30 septembre 2012), la charge d'impôt du semestre clos le 30 septembre 2013 s'élève à € (103) millions (€ (90) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2012).

Note 10. Résultat par action**10.1 Résultat**

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012*
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	375	386
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action	375	386

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

10.2 Nombre d'actions

	Semestre clos le	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	308 436 692	294 693 719
Effet des instruments dilutifs autres que les obligations remboursables en actions :		
- Options de souscription d'actions et actions gratuites conditionnelles (1) (plans LTI)	2 658 516	2 651 994
- Actions gratuites (plans Alstom Sharing)	131 886	225 727
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	311 227 094	297 571 440

(1) Seules les options de souscription d'actions attribuées par les plans 7, 8 et 14 ont été prises en compte pour le calcul du résultat dilué par action, les plans 9, 10, 12, 13 et 15 ayant un effet relatif au 30 septembre 2013.

10.3 Résultat par action

(en €)	Semestre clos le	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012*
Résultat de base	1,22	1,31
Résultat dilué	1,20	1,30

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Note 11. Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles est revue au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

11.1 Ecarts d'acquisition

(en millions d'€)	Au 31 mars 2013	Acquisitions et ajustements sur les écarts d'acquisition préliminaires	Cessions	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2013
Thermal Power	3 221	-	-	(15)	3 206
Renewable Power	489	46	(12)	-	523
Transport	691	-	-	(3)	688
Grid	1 135	-	-	(2)	1 133
ECARTS D'ACQUISITION	5 536	46	(12)	(20)	5 550
<i>dont :</i>					
Valeur brute	5 536	46	(12)	(20)	5 550
Dépréciation	-	-	-	-	-

Les mouvements intervenus sur le semestre clos au 30 septembre 2013 sont relatifs à l'acquisition de Tidal Generation Limited (goodwill calculé sur une base préliminaire au 30 septembre 2013) et à la cession de l'activité de production de moteurs à anneau.

Le test de dépréciation au 31 mars 2013 confortait l'opinion du Groupe selon laquelle les écarts d'acquisition n'avaient subi aucune perte de valeur. Au 30 septembre 2013, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition au 31 mars 2013 n'ont pas été significativement modifiées.

11.2 Immobilisations incorporelles

(en millions d'€)	Au 31 mars 2013	Acquisitions / cessions / amortissements	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2013
Coûts de développement capitalisés	1 900	122	-	2	2 024
Technologie acquise	1 422	-	-	-	1 422
Autres immobilisations incorporelles	822	20	-	(21)	821
Valeur brute	4 144	142	-	(19)	4 267
Coûts de développement capitalisés	(724)	(48)	-	-	(772)
Technologie acquise	(842)	(43)	-	(1)	(886)
Autres immobilisations incorporelles	(596)	(18)	-	17	(597)
Amortissements/dépréciations	(2 162)	(109)	-	16	(2 255)
Coûts de développement capitalisés	1 176	74	-	2	1 252
Technologie acquise	580	(43)	-	(1)	536
Autres immobilisations incorporelles	226	2	-	(4)	224
VALEUR NETTE	1 982	33	-	(3)	2 012

La technologie et les contrats de licence reconnus lors de l'affectation du prix d'acquisition d'ABB ALSTOM POWER en 1999 et 2000 et lors de l'affectation du prix d'acquisition des activités Grid en 2010 constituent l'essentiel du montant brut présenté en technologie acquise.

Le test de dépréciation au 31 mars 2013 confortait l'opinion du Groupe selon laquelle les immobilisations incorporelles n'avaient pas subi de perte de valeur. Au 30 septembre 2013, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles au 31 mars 2013 n'ont pas été significativement modifiées.

Note 12. Immobilisations corporelles

(en millions d'€)	Au 31 mars 2013	Acquisitions / amortissements / dépréciations	Cessions	Variations de périmètre	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2013
Terrains	196	-	(3)	-	(6)	187
Bâtiments	1 923	77	(26)	-	(51)	1 923
Matériel et outillage	2 951	65	(40)	(7)	(21)	2 948
Constructions en cours	392	69	(1)	-	(81)	379
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	496	12	(8)	-	(28)	472
Valeur brute	5 958	223	(78)	(7)	(187)	5 909
Terrains	(10)	-	-	-	-	(10)
Bâtiments	(736)	(42)	23	-	18	(737)
Matériel et outillage	(1 852)	(79)	39	4	(4)	(1 892)
Constructions en cours	-	-	-	-	1	1
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	(336)	(17)	7	-	24	(322)
Amortissements / dépréciations	(2 934)	(138)	69	4	39	(2 960)
Terrains	186	-	(3)	-	(6)	177
Bâtiments	1 187	35	(3)	-	(33)	1 186
Matériel et outillage	1 099	(14)	(1)	(3)	(25)	1 056
Constructions en cours	392	69	(1)	-	(80)	380
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	160	(5)	(1)	-	(4)	150
VALEUR NETTE	3 024	85	(9)	(3)	(148)	2 949

Note 13. Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation

13.1 Participations dans les sociétés mises en équivalence

Informations financières sur les participations dans les sociétés mises en équivalence

(en millions d'€)	Au 30 septembre	Au 31 mars	Au 30 septembre
	2013	2013	2013 % d'intérêt
The Breakers Investment B.V. (Transmashholding)	389	388	25,0
BrightSource Energy	-	106	-
NTL (Translohr)	24	25	51,0
Cerrey - Babcock & Wilcox de Mexico	21	23	25,0
Autres (1)	35	55	
TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	469	597	

(1) Aucun autre investissement n'a une valeur nette supérieure à € 15 millions.

Variations au cours de la période

(en millions d'€)	Semestre clos	
	le 30 septembre 2013	Exercice clos le 31 mars 2013
Solde d'ouverture	597	377
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence	29	47
Dépréciation (1)	(22)	-
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence	7	47
Dividendes	(23)	(29)
Acquisitions	5	80
Transfert vers les titres non consolidés (2)	(106)	118
Ecart de conversion et autres variations	(11)	4
SOLDE DE CLÔTURE	469	597

(1) Les dépréciations concernent SEC Alstom Shangaï Lingang (Secteur Grid) pour € (13) millions et AWS Ocean Energy Limited (Secteur Renewable Power) pour € (9) millions.

(2) Au regard de l'influence limitée exercée et des informations financières disponibles, la participation dans BrightSource Energy est comptabilisée en titres non consolidés au 30 septembre 2013.

13.2 Titres non consolidés

Informations financières sur les titres non consolidés

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013	Au 30 septembre 2013 % d'intérêt
Tidal Generation Ltd (1)	-	50	100,0
BrightSource Energy (2)	106	-	26,5
SEC Alstom (Shanghai Baoshan) Transformers Co., Ltd	22	-	50,0
Autres (3)	54	51	
TOTAL	182	101	

(1) Alstom a terminé l'acquisition de Tidal Generation Limited qui est maintenant consolidée en intégration globale.

(2) Pourcentage d'intérêt : 22,36% en intégrant les actions dilutives.

(3) Aucun autre investissement n'a une valeur nette supérieure à € 10 millions.

Variations au cours de la période

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2013	Exercice clos le 31 mars 2013
Solde d'ouverture	101	154
Variations de juste valeur	-	(1)
Acquisitions	7	62
Transfert vers titres non consolidés (1)	106	(114)
Ecart de conversion et autres variations	(32)	-
SOLDE DE CLÔTURE	182	101

(1) Au regard de l'influence limitée exercée et des informations financières disponibles, la participation dans BrightSource Energy est comptabilisée en titres non consolidés au 30 septembre 2013.

Note 14. Autres actifs non courants

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013*
Actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (1)	373	382
Autres prêts et dépôts à long terme	135	139
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	508	521

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

(1) Ces actifs sont afférents à un contrat de location de longue durée de trains et d'équipements connexes conclu avec un exploitant de métro à Londres (voir Note 22). Ils se décomposent comme suit :

- au 30 septembre 2013, créances de € 358 millions et dépôt de € 14 millions,
- au 31 mars 2013, créances de € 368 millions et dépôt de € 14 millions.

Note 15. Stocks et en-cours

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013
Matières premières et marchandises	1 057	989
Travaux en cours	2 334	2 145
Produits finis	320	354
Stocks et en-cours, valeur brute	3 711	3 488
Matières premières et marchandises	(156)	(138)
Travaux en cours	(114)	(157)
Produits finis	(29)	(49)
Dépréciation	(299)	(344)
STOCKS ET EN-COURS, VALEUR NETTE	3 412	3 144

Note 16. Contrats de construction en cours

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013	Variation
Contrats de construction en cours, actif	3 803	4 158	(355)
Contrats de construction en cours, passif	(8 688)	(9 909)	1 221
CONTRATS DE CONSTRUCTION EN COURS	(4 885)	(5 751)	866

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013	Variation
Cumul des coûts encourus et des profits et pertes comptabilisés sur contrats en cours	58 340	58 511	(171)
Moins factures émises sur contrats en cours	(60 199)	(61 084)	885
Contrats de construction en cours hors avances à la commande reçues	(1 859)	(2 573)	714
Avances à la commande reçues des clients	(3 026)	(3 178)	152
CONTRATS DE CONSTRUCTION EN COURS	(4 885)	(5 751)	866

Note 17. Autres actifs opérationnels courants

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013
Avances à la commande versées aux fournisseurs	517	735
Impôt sur les sociétés	178	184
Autres taxes	881	842
Charges constatées d'avance	369	236
Autres créances	497	408
Instruments dérivés liés aux activités opérationnelles	388	333
Réévaluation des engagements fermes en devises faisant l'objet d'une couverture	583	590
AUTRES ACTIFS OPÉRATIONNELS COURANTS	3 413	3 328

Note 18. Besoin en fonds de roulement**18.1 Analyse bilantielle**

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013	Variation
Stocks	3 412	3 144	268
Contrats de construction en cours, actif	3 803	4 158	(355)
Clients et comptes rattachés	4 674	5 285	(611)
Autres actifs opérationnels courants	3 413	3 328	85
ACTIFS	15 302	15 915	(613)
Provisions non courantes	635	680	(45)
Provisions courantes	1 328	1 309	19
Contrats de construction en cours, passif	8 688	9 909	(1 221)
Fournisseurs et comptes rattachés	3 803	4 041	(238)
Autres passifs opérationnels courants	3 735	3 688	47
PASSIFS	18 189	19 627	(1 438)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(2 887)	(3 712)	825

18.2 Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2013
Besoin en fonds de roulement en début de période	(3 712)
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'exploitation (1)	767
Variation du besoin en fonds de roulement liée aux investissements (2)	41
Ecarts de conversion et autres variations	17
Total de la variation du besoin en fonds de roulement	825
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT EN FIN DE PÉRIODE	(2 887)

(1) Élément présenté dans la variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

(2) Élément présenté dans la variation nette de la trésorerie liée aux investissements dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

Note 19. Capitaux propres

Au 30 septembre 2013, le capital social d'Alstom s'élevait à € 2 160 422 145 et se composait de 308 631 735 actions ordinaires entièrement libérées d'une valeur nominale de € 7. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du semestre s'élevait à 308 436 692 après prise en compte de l'effet dilutif des obligations remboursables en actions et à 311 227 094 après prise en compte de l'effet de l'ensemble des instruments dilutifs.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2013 :

- 256 obligations remboursables en actions (ORA) ont été remboursées par émission de 16 actions d'une valeur nominale de € 7 par action. Les 81 010 obligations remboursables en actions et non encore remboursées au 30 septembre 2013 sont représentatives de 5 088 actions à émettre ;
- 473 593 actions ordinaires ont été émises dans le cadre des plans de motivation et de fidélisation sur le long terme.

L'assemblée générale d'Alstom du 2 juillet 2013 a décidé de distribuer des dividendes pour un montant total de € 259 millions, soit € 0,84 par action existante.

Note 20. Provisions

(en millions d'€)	Au 31 mars 2013	Dotations	Reprises	Utilisations	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2013
Garanties	767	147	(94)	(100)	-	9	729
Litiges et réclamations	542	172	(59)	(47)	-	(9)	599
Provisions courantes	1 309	319	(153)	(147)	-	-	1 328
Litiges et risques fiscaux	180	2	(4)	(4)	-	(4)	170
Restructurations	182	24	(9)	(38)	-	-	159
Autres provisions non courantes	318	53	(32)	(29)	-	(4)	306
Provisions non courantes	680	79	(45)	(71)	-	(8)	635
TOTAL DES PROVISIONS	1 989	398	(198)	(218)	-	(8)	1 963

Les provisions courantes sont relatives aux garanties, litiges et réclamations sur des contrats terminés.

Concernant les litiges fiscaux, les déclarations fiscales des entités du Groupe sont soumises au contrôle des autorités fiscales dans la plupart des juridictions dans lesquelles le Groupe réalise des opérations. Les redressements qui peuvent être notifiés à l'issue de ces contrôles peuvent ensuite faire l'objet de transactions avec les autorités concernées ou d'appels auprès des tribunaux compétents. Le Groupe considère qu'il dispose de solides moyens de défense, qu'il met en œuvre toutes les procédures légales à sa disposition pour prévenir tout dénouement défavorable et qu'il

a constitué toutes les provisions nécessaires pour faire face aux décaissements jugés probables sur les procédures estimées défavorables.

Les provisions de restructuration sont liées à l'optimisation de la base industrielle du Groupe afin de s'adapter à une demande plus faible dans les pays développés principalement en Europe et à une situation de surcapacité générale constatée dans certains segments de production.

Les autres provisions non courantes couvrent des risques sur garanties données relatives à des cessions, litiges avec des salariés, désaccords commerciaux et obligations d'ordre environnemental.

Note 21. Engagements de retraite et avantages assimilés

Provision nette

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013*
Provision pour engagements de retraite et assimilés	(1 510)	(1 671)
Excédents des actifs de couverture	23	16
PROVISION NETTE	(1 487)	(1 655)

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

Variation des gains et pertes actuariels

L'évolution des gains et pertes actuariels et de l'incidence du plafonnement des actifs reconnus directement en capitaux propres est la suivante :

- € 155 millions au titre des gains et pertes actuariels reconnus au titre du semestre clos le 30 septembre 2013,
- € (12) millions relatifs à l'incidence du plafonnement des actifs pour le semestre clos le 30 septembre 2013.

Hypothèses (taux moyens pondérés)

(en %)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013
Taux d'actualisation	3,86	3,61
Taux d'augmentation des salaires	2,89	2,88

Les hypothèses actuarielles utilisées sont déterminées par pays et par plan. Le taux d'augmentation des salaires est déterminé par les entités opérationnelles puis revu au niveau du Groupe.

Analyse de la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012*
Coût des services rendus	(50)	(39)
Régimes à cotisations définies (1)	(103)	(98)
Résultat opérationnel	(153)	(137)
Réductions/liquidations de régimes	-	(1)
Autres produits (charges)	-	(1)
Intérêts de la dette actuarielle	(107)	(120)
Rendement attendu des actifs de couverture	77	86
Frais d'administration	(1)	(1)
Produits financiers (charges financières)	(31)	(35)
TOTAL DE LA CHARGE SUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILÉS	(184)	(173)

* Montants retraités conformément aux changements de méthode comptable liés à l'application d'IAS 19 révisée (voir Note 3)

(1) Y compris les cotisations versées au titre des régimes multi-employeurs et analysés comme des régimes à cotisations définies.

Note 22. Dette financière

(en millions d'€)	Au 30 septembre	Au 31 mars
	2013	2013
Emprunts obligataires	4 612	4 141
Autres emprunts	280	232
Options et compléments de prix sur entités acquises	47	46
Instruments dérivés liés aux activités de financement	30	18
Intérêts courus	96	43
Emprunts	5 065	4 480
<i>Non courants</i>	4 059	4 197
<i>Courants</i>	1 006	283
Dettes sur contrats de location-financement	102	108
Dettes sur contrats de location de longue durée	358	367
Dettes sur contrats de location-financement	460	475
<i>Non courantes</i>	417	433
<i>Courantes</i>	43	42
TOTAL DETTE FINANCIÈRE	5 525	4 955

Les € 1 006 millions d'emprunts courants comprennent € 722 millions d'emprunts obligataires venant à échéance en septembre 2014 comme indiqué ci-dessous.

Le tableau suivant fournit une synthèse des emprunts obligataires du Groupe :

	Valeur nominale (en millions d'€)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal	Taux d'intérêt effectif
Alstom septembre 2014	722	23/09/2014	4,00%	3,89%
Alstom mars 2015	60	09/03/2015	4,25%	4,47%
Alstom octobre 2015	500	05/10/2015	2,88%	2,98%
Alstom mars 2016	500	02/03/2016	3,87%	4,05%
Alstom février 2017	750	01/02/2017	4,13%	4,25%
Alstom octobre 2017	350	11/10/2017	2,25%	2,44%
Alstom octobre 2018	500	05/10/2018	3,63%	3,71%
Alstom juillet 2019	500	08/07/2019	3,00%	3,18%
Alstom mars 2020	750	18/03/2020	4,50%	4,58%

Le 8 juillet 2013, dans le cadre de son programme Euro Medium Term Note coté au Luxembourg, Alstom a procédé à l'émission d'un nouvel emprunt obligataire pour un montant de € 500 millions. Il donne lieu à un coupon annuel de 3% et arrivera à échéance en juillet 2019.

Les dettes sur contrats de location de longue durée correspondent à des passifs afférents à un contrat de location de trains et équipements connexes (voir Note 14).

Note 23. Instruments financiers et gestion des risques financiers**23.1 Instruments financiers présentés dans les états financiers**

Les principales catégories d'actifs et de passifs financiers du Groupe sont identiques à celles identifiées lors de l'établissement des comptes consolidés du Groupe au 31 mars 2013. Par ailleurs, leur juste valeur et valeur comptable n'ont pas connu d'évolution significative par rapport au 31 mars 2013.

23.2 Gestion du risque de liquidité**Critères financiers**

Le Groupe dispose d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de € 1 350 millions, non utilisée, à échéance décembre 2016 afin d'augmenter sa liquidité. Cette facilité est soumise aux critères financiers suivants, basés sur des données consolidées :

Critères financiers	Couverture minimale des	Endettement total maximal	Ratio maximal
	frais financiers	(en millions d'€)	d'endettement net total
	(a)	(b)	(c)
	3	6 000	3,6

(a) Rapport de l'EBITDA (l'EBITDA correspond au résultat d'exploitation majoré des dépréciations et amortissements des actifs immobilisés) sur la charge d'intérêts nette (à l'exclusion des intérêts relatifs aux dettes sur contrats de location-financement). Il s'élève à 10,4 au 30 septembre 2013 (11,2 au 31 mars 2013).

(b) L'endettement total maximal est égal à l'encours des emprunts, c'est-à-dire le total de la dette financière moins les dettes sur contrats de location-financement. Ce critère s'appliquerait si le Groupe était noté « non-investment Grade » par les deux agences de notation, ce qui n'est pas le cas au 30 septembre 2013. L'endettement total maximal a été porté à € 6 000 millions à compter du 4 novembre 2013.

(c) Rapport de l'endettement net (c'est-à-dire le total des emprunts moins les valeurs mobilières de placement et la trésorerie ou les équivalents de trésorerie) sur l'EBITDA. Le ratio d'endettement net au 30 septembre 2013 est de 1,8 (1,3 au 31 mars 2013).

23.3 Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Note 24. Autres passifs opérationnels courants

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013
Dettes de personnel	1 006	1 145
Impôt sur les sociétés	82	76
Autres taxes	531	458
Produits constatés d'avance	214	95
Autres dettes	1 234	1 336
Instruments dérivés liés aux activités opérationnelles	327	363
Réévaluation des engagements fermes en devises faisant l'objet de couverture	341	215
AUTRES PASSIFS OPÉRATIONNELS COURANTS	3 735	3 688

Note 25. Passifs éventuels et contentieux**25.1 Passifs éventuels****Obligations commerciales**

Les obligations contractuelles du Groupe envers ses clients peuvent faire l'objet de garanties délivrées par des banques ou des sociétés d'assurance. Ces garanties peuvent couvrir aussi bien des passifs déjà inscrits au bilan que des passifs éventuels.

Au 30 septembre 2013, le Groupe dispose, d'une part, d'une ligne syndiquée et confirmée de cautions et garanties de € 9 milliards pour une utilisation jusqu'au 27 juillet 2016 et, d'autre part, de lignes bilatérales non confirmées dans de nombreux pays pour un montant total de € 20,1 milliards.

Au 30 septembre 2013, l'encours total des garanties sur contrats délivrées par les banques et les sociétés d'assurance s'élève à € 15,6 milliards (contre € 15,6 milliards au 31 mars 2013).

L'encours disponible pour émission de garanties au titre de la ligne syndiquée s'élève à € 2,8 milliards au 30 septembre 2013 (contre € 2,1 milliards au 31 mars 2013). L'encours disponible pour émission de garanties au titre des lignes bilatérales s'élève à € 10,2 milliards au 30 septembre 2013. Les émissions au titre de la ligne de garanties syndiquées sont soumises à certains critères financiers, basés sur les données consolidées du Groupe :

Critères financiers	Couverture minimale des	Endettement total maximal	Ratio maximal
	frais financiers	(en millions d'€)	d'endettement net
	(a)	(b)	total
	3	6 000	3,6

(a) Rapport de l'EBITDA (l'EBITDA correspond au résultat d'exploitation majoré des dépréciations et amortissements des actifs immobilisés) sur la charge d'intérêts nette (à l'exclusion des intérêts relatifs aux dettes sur contrats de location-financement). Il s'élève à 10,4 au 30 septembre 2013 (11,2 au 31 mars 2013).

(b) L'endettement total maximal est égal à l'encours des emprunts, c'est-à-dire le total de la dette financière moins les dettes sur contrats de location-financement. Ce critère s'appliquerait si le Groupe était noté « non-investment Grade » par les deux agences de notation, ce qui n'est pas le cas au 30 septembre 2013.

(c) Rapport de l'endettement net (c'est-à-dire le total des emprunts moins les valeurs mobilières de placement et la trésorerie ou les équivalents de trésorerie) sur l'EBITDA. Le ratio d'endettement net au 30 septembre 2013 est de 1,8 (1,3 au 31 mars 2013).

Financement des ventes

Le Groupe a délivré, jusqu'en 2003, des garanties à des institutions financières ayant accordé des financements à des clients du Groupe, acheteurs d'équipements ferroviaires.

Au 30 septembre 2013, l'en-cours des garanties octroyées au titre du financement des ventes s'élève à € 259 millions.

Ce montant comprend:

- un en-cours de \$ 63 millions au titre de garanties relatives à des équipements vendus à un opérateur ferroviaire aux Etats-Unis d'Amérique (soit une contre-valeur de € 47 millions au 30 septembre 2013 et € 49 millions au 31 mars 2013),
- un en-cours de £ 177 millions (soit une contre-valeur de € 212 millions au 30 septembre 2013 et € 209 millions au 31 mars 2013) au titre de garanties données dans le cadre d'une location de longue durée d'équipements exploités par London Underground Limited (Northern Line). Si la société exploitante, London Underground Limited, décide de ne pas poursuivre le contrat de location au-delà de 2017 et de restituer les trains, le Groupe a garanti aux bailleurs une valeur de reprise minimale des rames et équipements connexes en 2017 de £ 177 millions, nette du paiement de £ 15 millions exigible de la société exploitante en cas de non-extension du contrat. Cet engagement de £ 177 millions fait partie de la dette de € 358 millions sur contrats de location à long terme (voir Note 22).

25.2 Contentieux

Contentieux dans le cadre des activités courantes du Groupe

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans plusieurs contentieux, principalement liés à des contrats. Ces procédures, qui concernent souvent des demandes d'indemnisation pour retard d'exécution ou pour des travaux complémentaires, sont fréquentes dans les domaines d'activité du Groupe, particulièrement pour des projets à long terme importants. Dans certains cas, les montants au titre de ces procédures contentieuses qui sont réclamés au Groupe, et dans d'autres cas, au Groupe solidairement avec ses partenaires dans le cadre de consortiums, peuvent être significatifs.

Certaines actions judiciaires engagées contre le Groupe ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation chiffrée au début de la procédure. Les montants retenus au titre de ces litiges sont pris en compte dans l'estimation de la marge à terminaison en cas de contrats en cours ou inclus dans les provisions et les autres passifs courants en cas de contrats terminés, lorsqu'ils sont jugés correspondre à une estimation fiable de passifs probables. Les coûts effectivement engagés peuvent excéder le montant des provisions du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

Autres contentieux

- **Amiante**

En France, certaines des filiales du Groupe font l'objet de procédures civiles relatives à l'utilisation de l'amiante. Ces procédures sont engagées par certains de leurs employés ou anciens employés ayant contracté une maladie professionnelle liée à l'amiante, en vue d'obtenir une décision leur permettant de recevoir une indemnisation complémentaire de la part des caisses de Sécurité Sociale. D'autre part, d'anciens salariés non atteints de maladie professionnelle due à l'amiante ont intenté des actions judiciaires devant les tribunaux français en vue d'obtenir l'indemnisation de préjudices ayant pour origine leur exposition prétendue à l'amiante, dont le préjudice spécifique d'anxiété.

Aux États-Unis d'Amérique, des filiales du Groupe font également l'objet de procédures judiciaires relatives à l'amiante. Le Groupe considère qu'en la matière, il dispose de solides arguments de défense et le nombre des procédures en cours est en diminution.

Le Groupe estime qu'en France et aux États-Unis d'Amérique, les cas où il aurait à supporter les conséquences financières de telles procédures ne constituent pas un risque significatif. Bien que

l'issue de l'ensemble des affaires en cours liées à l'amiante ne puisse être prévue avec une certitude raisonnable, le Groupe considère que celles-ci n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière. Cependant, le Groupe ne peut pas assurer que le nombre d'affaires liées à l'amiante ou que des cas nouveaux n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière.

- **Allégations de pratiques anti-concurrentielles**

Equipements GIS

En avril 2006, à la suite d'investigations commencées en 2004, la Commission européenne a engagé une procédure contre Alstom, ainsi que contre un certain nombre d'autres sociétés, sur le fondement d'allégations de pratiques anticoncurrentielles concernant la vente d'appareillages de commutation à isolation gazeuse (« équipements GIS ») produits par l'ancien Secteur Transmission & Distribution d'Alstom cédé à Areva en janvier 2004.

Le 24 janvier 2007, la Commission européenne a condamné Alstom à verser une amende de € 65 millions, dont € 53 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Alstom a déposé une requête en annulation de cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 3 mars 2011, celui-ci a réduit le montant de l'amende infligée à Alstom à € 58,5 millions, dont € 48,1 millions solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Le 20 mai 2011, Alstom a fait un pourvoi en vue de l'annulation de cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne. Une audience de jugement a eu lieu le 2 mai 2013 et la décision finale pourrait être rendue au cours du premier semestre 2014.

À la suite de la décision de la Commission européenne du 24 janvier 2007 visée ci-dessus, National Grid a entamé le 17 novembre 2008 une action civile devant la Cour de Londres (*High Court of Justice*) aux fins d'obtention de dommages et intérêts contre les constructeurs européens d'équipements GIS, dont Alstom et certaines de ses filiales. National Grid prétend avoir subi un préjudice global de la part de l'ensemble des constructeurs concernés, d'un montant total réévalué à £ 364 millions, du fait qu'il a payé des équipements GIS à des prix trop élevés compte tenu de supposées ententes anticoncurrentielles. Alstom conteste le dossier au fond. La Cour de Londres a décidé que les audiences de jugement auraient lieu en juin 2014. Deux autres actions civiles similaires introduites en mai et septembre 2010 devant des juridictions nationales pour un montant global d'environ € 32 millions sont en cours.

Le 16 septembre 2013, l'autorité israélienne de la concurrence a rendu une décision mettant en cause la responsabilité d'Alstom et d'autres sociétés dans le cadre d'une entente anticoncurrentielle sur le marché israélien des équipements GIS. Cette décision n'impose le

paiement d'aucune amende de la part d'Alstom. Alstom a l'intention de faire appel de la décision. Des actions civiles sont susceptibles d'être engagées à la suite de cette décision.

Transformateurs de puissance

Le 20 novembre 2008, la Commission européenne a envoyé une communication de griefs à un certain nombre de fabricants de transformateurs électriques, dont Alstom, portant sur des allégations de pratiques anticoncurrentielles. Alstom a contesté la matérialité des faits allégués. Le 7 octobre 2009, Alstom a été condamné par la Commission européenne à payer une amende de € 16,5 millions, dont € 13,5 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Alstom a déposé un recours en annulation de cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne le 21 décembre 2009. Les audiences ont eu lieu le 9 juillet 2012 et Alstom n'a pas d'indication de la date à laquelle la décision sera rendue.

Matériel roulant

En juillet 2013, l'autorité brésilienne de la concurrence a perquisitionné plusieurs sociétés engagées dans l'activité de fourniture de matériel roulant au Brésil, dont Alstom, à la suite d'allégations de pratiques anticoncurrentielles. Alstom conduit ses propres investigations sur le sujet.

- **Allégations de paiements illicites**

Certaines sociétés du Groupe et/ou certains employés du Groupe (actuels ou anciens) font actuellement l'objet d'enquêtes par des autorités judiciaires (notamment en France, aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni) ou des banques de développement concernant des allégations de paiement illicites dans certains pays. Ces enquêtes peuvent se traduire par des amendes infligées au Groupe, l'exclusion de filiales du Groupe des procédures de marchés publics et des actions civiles.

La Banque Mondiale a sanctionné Alstom pour avoir effectué en 2002 un paiement irrégulier de € 110 000 concernant un projet de réhabilitation du secteur de l'électricité en Zambie, projet financé par la Banque Mondiale. Dans le cadre d'un accord de règlement négocié avec Alstom, la Banque Mondiale a annoncé le 22 février 2012 l'exclusion d'ALSTOM Hydro France et ALSTOM Network Schweiz AG (Suisse) ainsi que leurs filiales des procédures de marchés publics financées par la Banque Mondiale, pour une période de trois ans pouvant être réduite à 21 mois sous certaines conditions. De plus, le Groupe a également payé à titre de restitution un montant de \$ 9,5 millions. Ces exclusions sont applicables par les autres banques multilatérales de développement, conformément à leur accord de reconnaissance mutuelle des exclusions du 9 avril 2010.

- **Litige aux Etats-Unis d'Amérique à la suite d'un accident dans le métro de Washington D.C.**

Le 22 juin 2009, une collision entre deux rames du métro de Washington D.C. a eu pour conséquence la mort de 9 personnes et 52 blessés. Les réclamations à l'encontre d'Alstom Signaling Inc. représentaient initialement un montant d'environ \$ 475 millions. Le rapport du *National Transportation Safety Board* sur l'origine de cet accident met partiellement en cause du matériel fourni par Alstom Signaling Inc. À ce jour, 120 réclamations ont été enregistrées. Les 29 affaires les plus importantes font l'objet de procès. Sur ces 29 affaires, 26 ont fait l'objet d'un règlement pour un montant d'environ \$ 10,2 millions et les efforts se poursuivent pour trouver un règlement par voie d'accord transactionnel concernant les trois cas restant.

Les autres cas ont tous fait l'objet d'une transaction. L'ensemble des réclamations ont été déclarées aux assureurs du Groupe et Alstom dispose d'une couverture d'assurance adéquate.

- **Métro de la ville de Budapest**

En 2006, BKV a attribué à Alstom un contrat pour livrer 22 trains Metropolis pour la ligne 2 et 15 trains pour la ligne 4 de la ville de Budapest. Durant l'exécution du contrat, Alstom a subi des retards essentiellement imputables à des modifications de qualifications techniques demandées par BKV et au refus par l'organisme hongrois « NKH » de délivrer en 2010 l'homologation définitive des trains (en août 2007, le NKH avait délivré un agrément préliminaire). Le 19 octobre 2010, BKV a résilié le contrat et immédiatement appelé l'ensemble des garanties bancaires pour un montant total d'environ € 130 millions.

Par ordonnance en référé du 25 octobre 2010, le tribunal de commerce de Nanterre a fait interdiction à la banque de payer, considérant que l'appel de ces garanties revêtait un caractère manifestement abusif. BKV a fait appel de cette décision devant la Cour d'appel de Versailles. Le 8 juin 2011, celle-ci a réformé la décision du tribunal de commerce de Nanterre et ordonné le paiement. En juillet 2011, les parties sont convenues de la remise en vigueur du contrat et de la suspension de la procédure d'arbitrage initiée en janvier 2011 par Alstom. L'homologation définitive des trains a été obtenue en juillet 2012.

Le 17 décembre 2012, la procédure d'arbitrage a repris son cours en vue de régler notamment la question des dommages liés à la résiliation passée du contrat. L'exécution du contrat se poursuit ainsi que la procédure d'arbitrage.

- **Centrale au lignite de Maritza**

En 2006, AES a attribué à Alstom un contrat pour la construction d'une centrale au lignite à Maritza en Bulgarie. Durant l'exécution du contrat, Alstom a subi des retards et interruptions de travaux dus pour l'essentiel à la défektivité du lignite fourni par AES. En mars 2011, AES a résilié le contrat. AES avait auparavant appelé les garanties bancaires. Par ordonnance de référé du 10 février 2011, le tribunal de commerce de Nanterre a fait interdiction à la banque de payer considérant que l'appel des garanties revêtait un caractère manifestement abusif. AES a fait appel de cette décision devant la Cour d'appel de Versailles. Le 6 juillet 2011, celle-ci a réformé la décision du tribunal de commerce de Nanterre et ordonné un paiement à hauteur de € 150 millions environ. Une procédure d'arbitrage initiée par Alstom le 22 janvier 2011, notamment pour résiliation non fondée, est en cours. Selon le dernier calendrier procédural, les audiences de plaidoirie ont été reportées à décembre 2013 et janvier 2014.

Note 26. Parties liées

Le Groupe a identifié les parties liées suivantes:

- Les actionnaires du Groupe
- Les participations dans les sociétés associées et coentreprises
- Les principaux dirigeants

26.1 Actionnaires du Groupe

Bouygues, société française cotée à la Bourse de Paris, est le principal actionnaire du Groupe détenant plus de 5% du capital de la société mère. Au 30 septembre 2013, Bouygues détient 29,34 % du capital et des droits de vote.

Bouygues et Alstom sont impliqués dans divers contrats qui font partie du cours normal de l'activité (ex : contrats de téléphonie, contrats de construction). Ces relations d'affaires sont faites à des conditions normales de marché. Ces flux d'exploitation ne sont pas significatifs aux bornes du Groupe.

26.2 Informations relatives aux parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent essentiellement les opérations avec les sociétés sur lesquelles Alstom exerce une influence notable ou les coentreprises sur lesquelles Alstom exerce un contrôle conjoint. Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2013		Au 30 septembre 2013	
	Produits	Charges	Créances	Dettes
Co-entreprises	51	1	33	2
Entités associées	4	-	12	20

Note 27. Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe n'a pas identifié d'événement postérieur à la clôture qui devrait être mentionné dans les notes aux états financiers.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2013)

Aux Actionnaires

ALSTOM

3 avenue André Malraux
92300 LEVALLOIS-PERRET

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ALSTOM, relatifs à la période du 1^{er} avril 2013 au 30 septembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration dans un contexte économique et financier difficile décrit dans le rapport semestriel d'activité. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 « Changements de méthode comptable » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts liés à l'application à partir du 1^{er} avril 2013 de la norme IAS19 révisée « Avantages au personnel ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 6 novembre 2013

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Olivier Lotz



MAZARS

Thierry Colin



Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés d'ALSTOM (ci-après la « Société ») pour le semestre écoulé de l'exercice 2013/14 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 6 novembre 2013



Patrick Kron
Président-Directeur Général